

BELIZE | LA DERNIÈRE FORÊT VIERGE ENGLOUTIE PAR UN BARRAGE CANADIEN

RECHU

N° 296 MAI | JUIN 2002

VERSO

ÉCO-FÉMINISTES

ROY | VANDELAC | SHIVA | MAATHAI | BARLOW

**ELLES NE VEULENT
PLUS RIEN CÉDER
AUX COMPAGNIES**

SACCAGE | POLLUTION | BIO-PIRATAGE | EAU

Pour réduire, réutiliser et recycler,
consultez le
www.recyc-quebec.gouv.qc.ca

Votre centre de référence

sur la gestion des matières résiduelles

INFORMATION SUR LES MATIÈRES

PROGRAMMES
PRODUITS RECYCLÉS



MARCHÉS ET
TECHNOLOGIES
INDICE DES PRIX

PERTOIRES



CONSIGNE

GUIDES POUR LES MUNICIPALITÉS,
PME, INSTITUTIONS

STATISTIQUES

ÉTUDES

INFORMATION, SENSIBILISATION, ÉDUCATION
MÉTHODES PÉDAGOGIQUES

**BIENTÔT
sur notre site !**

Le Guide pour la réduction
des matières résiduelles lors
de l'organisation d'événements publics
produit en partenariat avec
le Réseau québécois des femmes
en environnement.

RECYC-QUÉBEC

Québec 

On prépare l'avenir

Pour information :

1 800 807-0678 (sans frais)

(514) 351-7835 (région de Montréal)

communications@recyc-quebec.gouv.qc.ca

NO 296

MAI/JUIN 2002

Ci-contre » Inde, juillet 1999 – Des villageois, l'environnementaliste Madha Patkar et l'écrivaine Arundhati Roy dirigent une semaine d'actions contre la construction d'un barrage sur le fleuve sacré Narmada, qui forcera 500 000 paysans à s'exiler, après l'engloutissement de leurs villages.
Photo Savita Kirloskar, Reuters

32 Rio +10 | Gaspillage

Pénurie Les experts prétendent – ou avertissent – qu'il n'y aura pas de privatisation de l'eau à Montréal et au Québec. Ailleurs, des États pauvres et l'ONU pensent que seules les multinationales peuvent abreuver le cinquième de la population mondiale qui n'a pas accès à de l'eau potable. **PAR DENISE PROULX**

5 Éditorial

6 Tout court

29 Mots de société

PAR DANIELLE SHELTON

13 L'économie sociale en mouvement

Les Centres de la petite enfance



En couverture » Arundhati Roy, l'écrivaine indienne, reconnue internationalement pour son roman *Le dieu des petits riens* et son opposition aux barrages, devant le fleuve Narmada.

Photo Karen Robinson, Panos



ÉCO-FÉMINISME

18 Roy | Vandelac | Maathai | Shiva | Barlow

En combattant la pauvreté et leur infériorité dans la société, les femmes épousent la cause de l'environnement et du développement durable sur Terre. L'une plante des arbres, l'autre articule le discours pour une mondialisation citoyenne sur toutes les tribunes, une autre encore lutte contre la marchandisation de la vie humaine. Portraits de femmes et d'un nouvel humanisme.

8 Belize | Dommages et intérêts canadiens

Un projet inquiétant, insensé : au Belize, la compagnie canadienne Fortis, avec l'appui de l'Agence canadienne de développement international, construit un barrage qui menace la dernière forêt vierge d'Amérique centrale.

PAR MICHAËL WERBOWSKI envoyé spécial de *Recto Verso* au Belize

45 MINUTES DE DÉMOCRATIE

La manifestation du 15 mars dernier à Montréal contre la brutalité policière illustre de façon non équivoque toute l'ampleur de la dérive répressive qui, sournoisement, s'installe au sein de notre société. Organisée conjointement par le Collectif opposé à la brutalité policière (COBP) et le Mouvement Action Justice dans le cadre de la Journée internationale contre la brutalité policière, elle s'est soldée par l'arrestation de 371 des 400 à 450 personnes qui y participaient, et ce, au terme d'une marche qui n'aura duré que 45 minutes! À titre de comparaison, la manifestation qui se tenait le même jour à Barcelone lors du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne n'a donné lieu qu'à l'arrestation d'une quinzaine de personnes sur les quelque 40 000 personnes présentes...

Si l'intolérance et l'abus de pouvoir des policiers à l'égard des manifestants à cette fois atteint des proportions sans précédent, les arrestations de masse sont loin d'être inusitées. Cette pratique, qui consiste à court-circuiter systématiquement les manifestations en procédant, sous divers chefs d'accusation (attroupement illégal, méfait public, « avoir troublé la paix », etc.), à des arrestations arbitraires, tend

même à se généraliser. Si des citoyens de tous âges en ont été victimes, elle cible tout particulièrement les jeunes et les collectifs de citoyens qui, certes, ne disposent pas des moyens organisationnels qui sont ceux des grandes centrales syndicales, par exemple, mais dont les revendications sont tout aussi légitimes. [...]

Alors que de tels abus devraient être dénoncés, ils sont invariablement banalisés par les médias et l'opinion publique. [...] Le sensationnalisme ambiant, en donnant systématiquement présence aux dégâts matériels et à l'intervention des policiers, détourne l'attention des revendications citoyennes, en plus de contribuer à la démonisation (sic) croissante des jeunes manifestants. Il est même difficile de ne pas parler de véritable désinformation, quand on pense que l'on a qualifié partout de « saccage » la manifestation du 15 mars, qui pourtant n'a donné lieu qu'à 6 vitres brisées et 2 autopatrouilles endommagées!

Tout se passe comme si l'on avait raisonné à l'envers, comme si l'on était parti du nombre d'arrestations — soit le plus grand nombre en une nuit à Montréal depuis la première journée d'application de la Loi des mesures de guerre en 1970! — pour conclure au sac-

cage, présumant la perfection de nos lois, l'infaillibilité de nos policiers et la brutalité de nos jeunes...

Ce traitement manichéen de l'information est inadmissible. Il entretient l'ignorance et l'absence de réflexion quant aux grands enjeux qui sous-tendent l'un des piliers d'une vie politique saine. Il est urgent de susciter un débat de fond sur la place de la contestation en société et sur notre seuil de tolérance à son égard. Ce mandat échoit au premier chef aux journalistes et aux juristes, lesquels doivent questionner la constitutionnalité des lois qui régissent les manifestations ainsi que le travail des policiers pour les encadrer. Aussi, tous doivent s'élever contre le durcissement des lois et le pouvoir accru des forces de l'ordre, notamment en vertu de la nouvelle loi C-36.

Il convient également de substituer, à la condamnation primaire des actes de violence isolés commis lors des manifestations et à la déshumanisation de ceux que l'on a bien hâtivement baptisés « casseurs », une réflexion autrement plus féconde sur les causes de la violence, de l'exclusion et de la marginalité. Il en va de la sauvegarde du principe démocratique sensé animer notre société; un principe qui, on l'oublie trop souvent, ne saurait se réduire à l'exercice passif du vote...

— FRÉDÉRIC JULIEN
— FRÉDÉRIQUE BELAIR-BONNET
Montréal

PORTO ALEGRE

Votre magazine a publié d'excellents dossiers sur le forum social de Porto Alegre. Puis-je me permettre d'attirer l'attention sur une inexactitude que répète votre rédacteur André Seleanu à propos du Parti des travailleurs du Brésil? Le nom exact de cette formation politique est **Partido dos Trabalhadores**. Vous persistez à écrire *Partido dos Trabalhadores*. L'erreur n'est pas énorme, mais [...] personne, semble-t-il, ne s'est avisé que le Brésil n'est ni le Mexique, ni l'Argentine et que la langue qu'on y parle est le portugais. Des partis travaillistes, dans les pays de langue espagnole, répondraient, eux, au sigle PT pour Partido de los Trabajadores. J'espère que vous jugerez utile, dans vos reportages ultérieurs, de redonner au PT son titre non altéré, ce que fait d'ailleurs l'essayiste Jorge Castaneda dans sa remarquable étude sur *l'Utopie désarmée (Utopia unarmed)* [...]. Son livre contient de nombreuses références à des entrevues qu'il a réalisées au Brésil, avec Inacio Lula da Silva ou avec d'autres acteurs de la scène socio-politique brésilienne.

— Clément Trudel, journaliste

NDLR : La tribune de *Recto Verso* est ouverte à toutes les personnes et organisations. Seules les lettres signées, avec adresse et numéro de téléphone seront publiées. *Recto Verso* se réserve le droit de les abrégier.

**RECTO
VERSO**

1215, rue Visitation
Bureau 101
Montréal (Québec)
H2L 3B5

Télécopieur : 514-523-5812
Courriel : rectoverso@videotron.ca

Magazine indépendant d'information générale, *Recto Verso* examine les réalités socio-politiques, économiques et culturelles d'ici et d'ailleurs. Publié depuis 1951, le périodique s'inspire depuis toujours des idées émancipatrices dans la perspective d'un plus grand pouvoir des citoyens-nés sur leurs conditions de vie et de travail. Les articles publiés dans *Recto Verso* n'engagent que leur-s auteurs-es.

CONSEIL D'ADMINISTRATION Françoise Guay, Mélanie Larivée, François Mercier, Guylain Prince, Nathalie St-Pierre.

POUR NOUS JOINDRE 514-523-5998

DIRECTION POSTE 26

COORDONNATRICE GÉNÉRALE
Anne-Marie Brunelle
ambrunelle.rectoverso@vl.videotron.ca

**ADMINISTRATION
SERVICE AUX ABONNÉS POSTE 27
ET POINTS DE DÉPÔT**

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE
ET DISTRIBUTION Mélanie Larivée
mlarivee.rectoverso@vl.videotron.ca

REDACTION POSTE 23
redaction.rectoverso@vl.videotron.ca

REDACTEUR EN CHEF Richard Amiot
REDACTEUR EN CHEF ADJOINT
ET DIRECTEUR PHOTO Patrick Allegan

PUBLICITÉ POSTE 24

DIRECTRICE DES VENTES Edith Tessier
etessier.rectoverso@vl.videotron.ca

PRODUCTION

DIRECTEUR ARTISTIQUE François Leclerc
DIRECTEUR DE LA PRODUCTION Alain Théroux
IMPRESSION Quebecor World
DISTRIBUTION Distributions Faucons
Tél. : 450-649-5116
FRÉQUENCE DE PARUTION 6 numéros par an

Recto Verso est distribué dans plus de 1100 points de dépôt et par abonnements, à travers le Québec et dans la francophonie hors Québec.

La distribution de *Recto Verso* est certifiée par **Canadian Circulation Audit Board (CCAB)**.
Décembre 2001.

Recto Verso bénéficie de fonds pour le développement de l'économie sociale du gouvernement du Québec. Nous reconnaissons l'aide financière accordée par le gouvernement du Canada pour nos coûts rédactionnels par l'entremise du Fonds du Canada pour les magazines. Le Centre St-Pierre, par le Secteur Promotion Communautaire, contribue au développement du magazine *Recto Verso*.

Recto Verso est membre de l'Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ). Ses articles sont indexés dans le répertoire analytique de presse Repère. Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec. ISSN : 1484-6586
Envoi de publication : enregistrement no 1325639. Parution : n° 296, avril 2002.

L'EXTRÊME

Patrons irresponsables, politiciens complaisants, chefs timorés et aussi citoyens indécis partout rejettent des pans entiers de la société et des pays, les pauvres et la jeunesse, déboussolés mais pas résolus à plier l'échine, dans les bras de l'extrémisme. Imaginons les prochaines élections québécoises se jouant dans un mouchoir de poche entre le Parti libéral et... l'Action démocratique. C'est ce qui vient de se passer ailleurs en Occident, les électeurs s'adonnant à ce jeu de qui perd gagne.

Aux États-Unis, comme annoncé, la candidature de Ralph Nader, à gauche, a favorisé la victoire d'un président, George W. Bush, tellement à droite et extrême

qu'il faut craindre désormais pour notre sécurité: ressortant l'arme atomique des boîtes à mites de l'«Équilibre de la terreur», méprisant les institutions et la justice internationales, déployant des forces armées sur tous les continents, les États-Unis promeuvent leurs intérêts partout avec des armes.



PHOTO BENOIT AQUIN POUR RECTO VERSO

Sommet des Amériques 2001, le mur.

Les Italiens ont élu un gouvernement d'extrême-droite, en 2001, dirigé par le plus riche homme d'affaire du pays, Silvio Berlusconi. Au mois de mars 2002, trois millions d'entre eux sont descendus dans la rue pour protester contre ce gouvernement. Mi-avril, 13 millions d'employés ont fait grève pendant huit heures, en Italie.

En France, l'élection présidentielle se joue entre le candidat de la droite et un politicien d'extrême-droite. En France toujours, les élections syndicales voient, année après année, le syndicat SUD, d'extrême-gauche, et l'Union pay-sanne, l'organisation de José Bové, faire des gains aux dépens des organisa-

tion plus modérées, socialistes ou communistes.

Au Québec, la moitié des 1400 membres du Syndicat des communications de Radio-Canada (FNC-CSN) sont des employés à statut précaire. Les femmes sont moins payées que les hommes par la société d'État fédérale. Pour manifester leur mécontentement, les employés ont déclenché une grève de 24 heures. La SRC a répliqué en décrétant un *lock-out*, et le conflit risque de dégénérer en une longue bataille à laquelle les syndiqués ne s'attendaient pas. Au moment de faire paraître *Recto Verso*, rien ne laissait présager un règlement satisfaisant pour les artisans de Radio-Canada.

Les 2500 salariés de Vidéotron, membres du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP-FIQ), font face à une sérieuse menace de conflit de travail: ayant payé beaucoup trop cher pour acheter cette compagnie jusqu'ici très rentable, Pierre-Karl Péladeau, de Québecor, veut reflipper la facture à de simples salariés. Il exige d'eux des concessions financières considérables, comme on en voit quand une entreprise qui frôle la faillite. La Caisse de dépôt et de placement du Québec est derrière cette opération. D'autres conflits majeurs sont en cours (Bombardier, 7 500 salariés) ou à prévoir dans les prochains mois.

Dans tous les cas, politique et capital font bon ménage. Salariés et exclus encaissent les coups, même si leur nombre, en démocratie, devrait leur conférer le pouvoir de changer les choses. La politique ne semble plus capable d'un projet de société qui rallie les masses et fasse la loi. C'est normal. Partout, la moitié du corps social est exclue de la prise de décisions: les femmes. Alors, il faut vraiment repenser la politique. Faire vraiment autre chose: fonder un parti ouvertement féministe (ou éco-féministe), réserver la moitié des postes à des femmes, dans toutes les instances électives, les suggestions sont ouvertes. Dans tous les cas, l'écueil, c'est la division. Mais, sans débat, il n'y a pas d'unité possible. □

**RECTO
VERSO**

**VOUS NE VOULEZ PAS PRENDRE
LE RISQUE DE RATER UN NUMÉRO?**

ABONNEZ-VOUS!

VOUS NE PAYEREZ QUE LES FRAIS DE POSTE
ET DE MANUTENTION (toutes taxes incluses)

- | | |
|--|----------|
| <input type="checkbox"/> Groupe populaire | 25 \$/an |
| <input type="checkbox"/> Individu | 20 \$/an |
| <input type="checkbox"/> Institutionnel | 25 \$/an |
| <input type="checkbox"/> Soutien | 32 \$/an |
| <input type="checkbox"/> Étudiant ou sans emploi | 15 \$/an |
| À l'étranger <input type="checkbox"/> individu | 30 \$/an |
| <input type="checkbox"/> institutionnel | 40 \$/an |

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

TÉLÉPHONE () _____

PAIEMENT INCLUS

Faire parvenir votre chèque ou mandat poste à :

Revue Vie Ouvrière inc., 1215, rue Visitation, bureau 101, Montréal (Québec) H2L 3B5

LE DEVOIR

Un témoin incontournable



Recevez *Le Devoir* du
lundi au samedi
durant 13 semaines
et bénéficiez d'un rabais
de **30%**
sur le prix en kiosque.

Le journal indépendant
www.ledevoir.com
Abonnements : (514) 985-3355

Environnement DANS SA COUR

Rédigé pour introduire la récupération lors des activités de la Marche mondiale des femmes, en 2000, le *Guide pour la réduction des matières résiduelle lors d'événements* connaît une seconde vie. Recyc-Québec le diffuse toujours, à l'approche de la saison estivale, à l'intention notamment des organisateurs des nombreuses manifestations publiques extérieures

(www.recyc-quebec.gouv.qc.ca). En 1989, Le Québec s'était donné comme objectif de diminuer de moitié les déchets à éliminer. La production en a plutôt augmenté. Le Regroupement québécois des femmes en environnement a pris l'initiative de rédiger ce guide pour s'attaquer à ce problème. Il y a de grandes causes environnementales, il y en a aussi qui semblent plus anodines. Mais, au bout du compte, chacun doit commencer par faire le ménage dans sa cour et éviter de balancer ses déchets dans celle du voisin. □



Très courtes

» AUX SOMMETS

Vingt-sept sommets d'arrondissement, 14 sommets sectoriels, des tables de travail préalables à la grande rencontre, du 4 au 6 juin 2002, le Sommet de Montréal sera-t-il un lieu de concertation ou un labyrinthe bureaucratique? Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRA-PRU), satisfait du sommet sectoriel sur l'habitation, attend la suite pour confirmer sa participation au Sommet de juin. Présent ou non à l'intérieur des murs, l'organisme sera à l'extérieur, avec la Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP), pour une manifestation... au Sommet, le 5 juin.

Les instances syndicales régionales (CSN, FTQ) avancent leurs priorités: logement social, transport en commun, développement économique, développement durable, démocratie municipale. Rendez-vous le 6 juin. — **André Giroux**

» VIENT DE PARAÎTRE

Pierre Vallières vu par son professeur de philosophie, de Constantin Baillargeon, aux éditions Médiaspaul. Pierre Vallières fut rédacteur du magazine VO, entre 1989 et 1991. VO est le nom sous lequel paraissait *Recto Verso*, jusqu'en 1997. Fondateur du Front de libération du Québec (FLQ), l'auteur de *Nègres blancs d'Amérique* est décédé en 1998.

TRANSPORT URBAIN MUNICIPALITÉS SOUTIEN
HYDROÉLECTRIQUE SERVICES SOCIAUX COM
RVIC AI SP
ERIE SRI CO
OCIÉTÉ TRAN UNIC
UNI ES S FOLA ANTE ET
COMMUNICATIONS TRANSPORT AERIEN HY
YDR
UNI PPTI
ÉTAT SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX MUNICIP
EN SOUTIEN UNIVERSITAIRE scfp.qc.ca
YDROÉLECTRIQUE TRANSPORT URBAIN SOUTI

SCFP

Syndicat canadien de
la fonction publique

scfp.qc.ca

PHOTO BENOÎT AQUIN POUR RECTO VERSO



Avec les années, Jean-Yves Desgagnés, le coordonnateur du FCPASQ, n'a jamais perdu sa force d'indignation.

Le FCPASQ a 25 ans IL DÉRANGE ENCORE

PAR ANNE-MARIE BRUNELLE

Entre 1974 et 1981, les assistés sociaux de Montréal ont mené une lutte épique contre la taxe d'eau de la Ville, refusant de l'acquiescer, parce que Québec ne voulait plus compenser les bénéficiaires pour ce fardeau. Ce combat, conduit par l'Association de défense des droits sociaux (ADDS), fut exemplaire. Le maire Jean Drapeau abolit finalement cette taxe très régressive, qui s'appliquait également à tout le monde, indépendamment du revenu. La victoire profita non

seulement aux assistés sociaux, mais à tous les bas salariés.

Le Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ) s'est formé à cette époque pour unifier l'action des groupes de défense des droits sociaux au Québec. Ses créateurs en furent Gaétan Beauchamp, de l'Outaouais, Claire Pagé, de l'ADDS de Montréal, et Jacques Bousquet, de Saint-Hyacinthe, qui en exposa le programme dans *Vie Ouvrière* (n° 108, octobre 1976), titre sous lequel paraissait alors *Recto Verso*.

L'auteure Evelyn Dumas rapporte ce récit et toute l'histoire du FCPASQ dans un livre, *Ensemble donner une voix pour mieux être*¹, publié à l'occasion du 25^e anniversaire du Front commun, maintenant coordonné par Jean-Yves Desgagnés. La feuille de route du FCPASQ est longue et bien remplie. Depuis 1977, ses initiatives, ses recours devant les tribunaux au nom des bénéficiaires et les alliances qu'il a tissées avec les autres mouvements sociaux ont permis aux plus démunis de faire entendre leur voix et de faire respecter leurs droits.

Avec ce livre, un nouveau logo (création de Fanie Clavette), des festivités, le FCPASQ célébrera de diverses façons ce 25^e anniversaire. Certaines luttes du Front commun ont marqué l'imaginaire collectif des Québécois. Il n'y a qu'à se rappeler la guérilla contre les *boubou-macoutes* pourchassant les conjoints de fait ou les amis de cœur jusque dans les chambres à coucher des bénéficiaires d'aide sociale.

Par des entrevues avec les fondateurs et s'aidant de documents d'archives, Evelyn Du-

mas, suit le parcours de l'organisation, mais aussi des personnes qui ont mené ces luttes. Aujourd'hui, le Front commun se bat pour l'adoption d'un barème-plancher de prestations d'aide sociale et appuie le projet d'une loi sur l'élimination de la pauvreté.

Deux événements principaux souligneront le 25^e anniversaire. Un *Rassemblement de la dignité* se tiendra le 11 mai 2002, au Parc Morgan, dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, à Montréal. À l'image de ce quart de siècle d'efforts pour la reconnaissance du droit à la citoyenneté pour toutes et pour tous, la journée se déroulera en trois temps: les retrouvailles, l'affirmation et la fête.

À l'automne 2002, le FCPASQ projette une journée pan canadienne pour faire reconnaître la condition sociale comme motif illégal de discrimination, au même titre que la race, le sexe ou

la religion, ouvrant un nouveau front dans la lutte pour l'égalité sociale. □ » Info: le FCPASQ 514-987-1989 ou 418-648-9918



¹ DUMAS, Evelyn. *Ensemble donner une voix pour mieux être*. 127 pages, FCPASQ éd., Montréal, 2002.

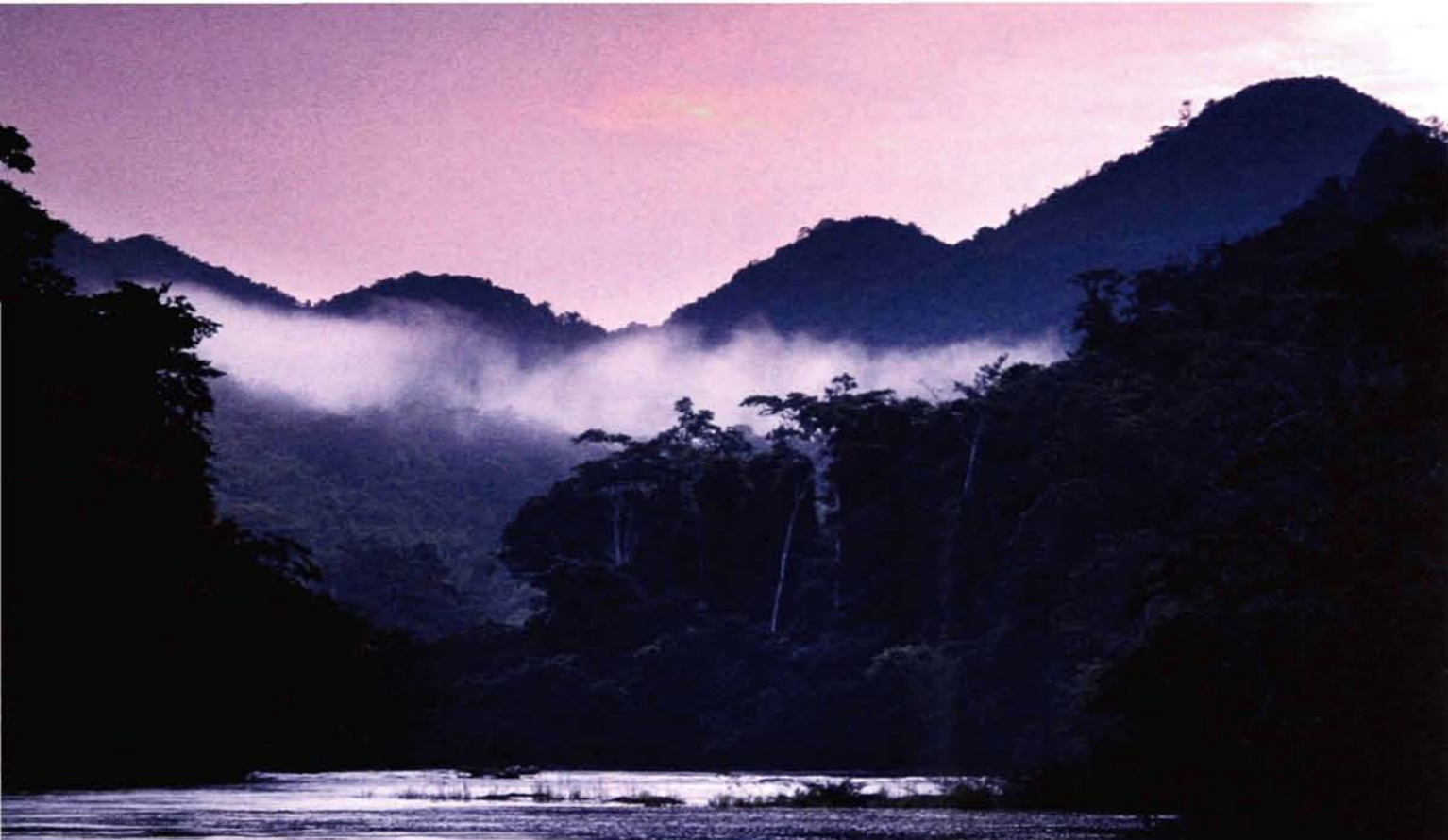
la GRANDE RENCONTRE 514-273-0880
www.spdtq.qc.ca

La Grande Rencontre de danse et de musique traditionnelles fête son 10^e anniversaire les 14, 15 et 16 juin 2002
Place du marché Maisonneuve à Montréal 4375, rue Ontario Est

Danse, spectacles, concerts, ateliers exposition, projections de films animations et spectacles pour enfants banquet populaire, nuit de conte et nuit Trad-lib

Technopôle
ANGUS
Le Carrefour de l'innovation de Montréal

**Bureaux à louer dans le futur
Centre de développement
en économie sociale Angus
Ouverture hiver 2003
(514) 528-5230
www.technopoleangus.com**



Au Belize, la compagnie canadienne Fortis construit un barrage qui met en péril la dernière forêt vierge d'Amérique centrale.

PAR MICHAËL WERBOWSKI Envoyé spécial de *Recto Verso* au Belize | PHOTOS CARLTON WARD JR.
Traduit de l'anglais par Mathieu Prud'homme

Même la Banque Mondiale reconnaît les énormes coûts et l'incertitude des projets de barrages hydroélectriques, particulièrement dans les zones tropicales. Cela n'a pas freiné l'ambition de la société canadienne Fortis d'harnacher la rivière Macal, au Belize, un projet contesté dans ce pays d'Amérique centrale et vivement dénoncé par des ONG états-unien-nes et canadiennes.

de Fortis qui, aux frais des contribuables canadiens et au mépris des lois nationales d'un petit État d'Amérique centrale, tente de s'approprier l'exploitation de ses ressources hydroélectriques.

Le Conseil de défense des ressources nationales du Belize qualifie la vallée de la Macal de *joyau de la nature*. La vallée constitue une partie du corridor biologique reliant le Mexique au Panama. Dans ses forêts vivent certaines des espèces animales les plus rares sur le globe, comme l'ara ma-

blicisée par des ONG aux États-Unis, qui a persuadé le géant de l'énergie de mettre un terme au projet. Fortis l'a remplacée. Après cette prise de contrôle du secteur énergétique du Belize, le coût de l'électricité y a grimpé à 21 cUS/kw, quatre fois plus qu'au Mexique voisin (au Québec, il est de 4,74 cCAN, soit 3,01 cUS). Les tarifs y sont maintenant les plus élevés en Amérique centrale.

Fortis, inscrite à la Bourse de Toronto, possède d'importants investissements dans la distribution hydroélectrique, dont Newfound-

BELIZE | DOMMAGES ET INTÉRÊTS CANADIENS



La Banque Mondiale, qui finance des projets de développement dans les pays pauvres, a pris la décision de mettre un terme à ce type d'ouvrages qu'elle qualifie «d'éléphant blanc». L'institution internationale de prêts, dont les bureaux sont situés à Washington, a financé en 1997 le rééquipement du réseau de distribution électrique du Mexique afin de répondre au besoin croissant d'énergie au Belize. À l'heure actuelle, le Mexique produit de l'énergie à faible coût et l'exporte au Belize à des taux concurrentiels (8 cUS/kw).

Toutefois, l'électricité mexicaine ne génère pas de dividendes pour les actionnaires des entreprises de pays développés qui investissent dans le tiers-monde. C'est le cas

La rivière mayas coule des montagnes Mayas vers la mer des Caraïbes. Le barrage mettra en péril l'écosystème de la région et bouleversera la vie de ses habitants, comme la famille du jeune Maclean August, fermiers et guides d'éco-tourisme.

cajo, le crocodile de Morelet, le toucan, le jaguar, ainsi que le tapir, animal emblématique de l'ancienne colonie britannique de 22 965 km² (moins de la moitié de la superficie de la Nouvelle-Écosse au Canada).

Le projet de barrage Chalillo de la compagnie Fortis, sur la rivière Macal, va non seulement inonder la région, mais risque également de rompre de façon permanente la chaîne biologique dans ce qui constitue la dernière forêt tropicale de la région.

Depuis 2000, la compagnie Fortis, de Terre-Neuve, est virtuellement en position de monopole pour la production et la distribution d'électricité au Belize. Possédant 67% de la Belize Electricity Limited (BEL), la compagnie de distribution électrique nationale, Fortis a acheté la part (95%) détenue par la société états-unienne Duke Energy dans BECOL, qui détient elle-même un quasi-monopole pour la production hydroélectrique dans le pays.

Duke Energy avait prévu construire le barrage Chalillo, sur la rivière Macal, mais s'est retirée du Belize après une campagne, fort pu-

land Power, Maritime Electric, Canadian Niagara Power, Caribbean Utilities, Fortis U.S., ainsi que BECOL et BEL au Belize. Elle possède également des actifs en valeurs mobilières et dans l'industrie hôtelière par sa filiale Fortis Properties, la plus importante dans les provinces de l'Atlantique. Fortis s'est récemment départie de sa branche financière, Fortis Trust, achetée par la Banque de Nouvelle-Écosse. Selon le quotidien *The Reporter*, du Belize, l'entreprise voulait ainsi financer ses acquisitions au Belize.

Fortis compte 120 années d'expérience dans de petits projets hydroélectriques. Cependant, elle ne possède aucun barrage de l'envergure de Chalillo (50 mètres) dans des zones tropicales. En zone tropicale, les conditions climatiques, la topographie et la géologie sont considérablement différentes du climat venteux et du terrain rocaillieux de Terre-Neuve. L'inexpérience de Fortis dans un climat chaud et tropical ne l'a toutefois pas empêchée d'aller de l'avant avec son projet au Belize, malgré les opinions défavorables d'éminents scientifiques, dont David ►

BELIZE

Suzuki, au Canada, du Musée d'histoire naturelle de Londres, et d'un rapport commandé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Tous ces avis concluent que la construction du barrage entraînera des dommages irréversibles pour l'écosystème de la vallée de la rivière Macal. En octobre 2000, lors d'un congrès mondial, à Amman, en Jordanie, l'Union internationale pour la conservation de la nature a pressé Fortis de soumettre le projet de barrage Chalillo à une étude d'impact environnemental transparente et d'y «mettre un terme, à moins que l'étude démontre que le barrage ne causerait aucune dégradation ou destruction significatives de la vie animale et de l'environnement naturel».

Les travaux de harnachement de la rivière Macal, estimés à 45 M\$US, ont été suspendus après que M^{me} Sharon Matola et Bacongo, un groupe local pour la conservation de la nature, aient déposé une demande d'injonction conjointement avec le lobby américain National Resources Defense Council (NRDC), de Washington. La Cour suprême du Belize a entendu les arguments en faveur et contre la construction du barrage, au mois de janvier 2002. On attend sa décision. M^{me} Matola s'est rendue à Ottawa, le 10 avril dernier, pour rencontrer M^{me} Susan Whelan, ministre de la Coopération internationale du Canada, responsable de l'ACDI, pour lui demander



PHOTO STORFORSIS.ORG

que le gouvernement fédéral cesse de soutenir le projet de Fortis, contesté au Belize. M^{me} Whelan dénie toute responsabilité canadienne dans la décision du Belize de construire ou non le barrage Chalillo.

L'implication de l'ACDI

Grainne Ryder, une spécialiste en hydrologie de Probe International, une ONG canadienne, et l'une des têtes dirigeantes de la campagne pour mettre un frein au projet de Fortis, est la première à avoir révélé publiquement comment Ottawa dispensait l'aide internationale canadienne et l'implication de l'ACDI dans le projet Chalillo. Des documents, retenus par l'ACDI mais finalement obtenus par Probe International grâce à la Loi d'accès à l'information, ont prouvé l'implication

de l'agence gouvernementale de développement international.

Au début de l'année, M^{me} Ryder était au Belize afin de mobiliser l'opposition au projet avec l'aide de son partenaire local, Bacongo. Dans une émission radiophonique locale, elle a fait état des liens étroits entre l'ACDI et Fortis. «En 1999, Probe a enquêté sur l'utilisation et les abus de l'aide étrangère», relatait M^{me} Ryder. «Dans le cas présent, nous avons découvert que de l'aide avait été secrètement versée à une entreprise (Fortis) qui voulait une étude justifiant le projet de barrage de Chalillo au Belize. Le gouvernement canadien avait promis de payer un consultant à Fortis-BEL, un demi-million de dollars, pour justifier ce projet douteux.»

L'enquête de Probe a révélé que Fortis avait donné 5 000 \$ au Parti libéral du Ca-



PHOTO CARLTON WARD JR.

nada (et autant au NPD et au Parti conservateur), aux dernières élections fédérales, et le consultant nommé par l'ACDI, la firme d'ingénierie torontoise AMEC, 27 000 \$. Le bureau montréalais d'AMEC s'est chargé de préparer le document. AMEC a reçu 500 000 \$ pour ce rapport dont l'objectif était de justifier la construction du barrage.

Dissiper le mythe des barrages

Les ingénieurs et les agences de développement défendent encore le projet sous prétexte qu'il représente une source d'énergie propre et non polluante. Dans les années 1960, les barrages étaient considérés moins polluants que les émanations de combustible fossile, le gaz naturel ou le charbon. Cependant, il est prouvé que les réservoirs hydroélectriques augmentent l'émission

de gaz à effet de serre, modifient la composition chimique de l'eau, provoquent le déplacement des populations et de la faune. Dès 1969, l'American Association for the Advancement of Science avait conclu que «peu de projets peuvent avoir des effets physiques, biologiques et socioéconomiques aussi importants que la construction d'imposants barrages hydroélectriques. Plusieurs de ces effets sont irréversibles. Sous plusieurs aspects, les réservoirs de barrages sont des agents potentiels de dégradation de l'environnement».

Le projet Chalillo risque de s'avérer tout aussi dommageable pour l'économie du petit pays. La dette du Belize frise les 700 millions de dollars américains. Fortis-BEL «détient un monopole et garantit des revenus aux investisseurs en imposant des

À gauche : les bulldozers ont commencé illégalement à ouvrir la route vers le barrage. À droite : Val Smyre, 9 ans, se baigne dans la rivière Macal, près de la ferme familiale. Du mercure contaminera l'environnement, la qualité de l'eau sera diminuée, des gens devront quitter la région.

prix exorbitants à des consommateurs capotifs», explique Grainne Ryder. Les 240 000 consommateurs beliziens paieront 500 millions \$US en redevances, en 50 ans, pour le barrage Chalillo.

Au Belize, l'étude d'impact environnemental s'est déroulée en quelques semaines, sans consultation publique, et n'a été entreprise qu'à seule fin de justifier le projet Chalillo, assure Ambrose Tillet, consultant en énergie pour Bacongo et ancien employé chez BEL. Il a été remercié de ses services par son ex-employeur pour avoir exprimé ses inquiétudes sur le projet. Fortis l'a même qualifié de «terroriste environnemental». Tillet persiste à croire que «Chalillo ne va pas baisser le prix de l'électricité pour la population du Belize, comme le soutient Fortis, tout comme il ne pourra produire une quantité suffisante d'électricité».

La firme canadienne AMEC avait donné le mandat à une firme du Guatemala de recueillir des échantillons de pierres sur le site convoité. Un géologue indépendant, Brian Holland, conteste l'étude géologique d'AMEC. Ses propres résultats indiquent qu'il n'y aurait pas de granit ou de roc de soubassement (*bedrock*) sur le site, contrairement à ce que prétendaient depuis le ►

«UN PROJET INQUIÉTANT, INSENSÉ»

Sharon Matola est directrice du Zoo de Belize-City et l'une des principales opposantes au projet de barrage Chalillo que veut construire Fortis, sur la rivière Macal, au Belize.

Michaël Werbowski: Quels sont les enjeux pour les espèces animales de la vallée de la Macal? Peut-on s'attendre à voir certaines espèces rares disparaître? Sharon Matola: La région est unique et présente un habitat unique. Je ne suis pas la seule à penser ainsi, tous les scientifiques qui ont vu l'endroit ont été sidérés. C'est particulièrement inquiétant quand une personne comme Grain-



PHOTO CBC

ne Ryder, une ingénieure hydraulique à qui j'ai montré le site, affirme que si l'on inonde l'endroit, ce sera un désastre. Du mercure sera répandu dans l'environnement, lit-on dans l'étude d'impact, et la qualité de l'eau sera diminuée. Alors, vous dites à ces personnes qui se sont toujours approvisionnées et bai-

gnées dans la rivière: «Excusez-nous, vous devrez quitter, car on a besoin de sept mégawatts d'énergie (il risque d'y en avoir moins), et c'est tout».

Il n'y a eu aucune rencontre avec les habitants, afin de les indemniser. Et pour les inondations? La réponse de BEL est que les inondations iront en diminuant (avec le barrage). Mais cela n'a rien à voir. Vous ne pouvez pas avoir à la fois un barrage pour un réservoir et pour l'irrigation.

M. W.: Dans une perspective régionale, quelles sont les conséquences pour les habitants?

S. M.: La question ici ne concerne pas seulement le Belize. Trois pays sont concernés: le Guatemala, le Mexique et le Belize. Nous nous emparons du plus

grand bloc de forêt tropicale au nord du bassin de l'Amazonie. Dans cette forêt, toutes les espèces animales sont uniques. Il y a des jaguars, qui font face à l'extinction dans certaines régions d'Amérique centrale. Il y a moins de 200 aras macao au Belize, une espèce que l'on retrouve également au Guatemala et au Mexique. Nous avons créé un organisme appelé Ara macao sans frontières, (pour protéger) ces oiseaux qui se promènent entre ces trois régions. Ce sont des sites uniques de forêts tropicales, avec des temples mayas et des espèces animales uniques.

Le Belize a une économie en pleine croissance et dépend beaucoup de la nature pour son industrie touristique. Il y a plus de 69 millions d'observateurs d'oi-

seaux aux États-Unis (une clientèle privilégiée), plus que le nombre de golfeurs et pêcheurs. Ces trois pays dépendent économiquement de ces ressources naturelles. Pourquoi dénigrer ce fait? Spécialement avec un projet aussi insensé. **M. W.:** Mais le projet a reçu le soutien du gouvernement?

S. M.: Le gouvernement du Belize veut ce projet. Un ministre démissionnaire, en septembre dernier (2001), a déclaré: «Je n'aurais jamais cru que mon gouvernement aurait cédé ou vendu un bien public à des intérêts étrangers». Il a également affirmé que «pour la plupart d'entre nous, le Belize est notre foyer, notre maison, et nous n'avons aucun autre endroit pour nous réfugier». Dire que le gouvernement est uni à 100% derrière

le projet est tout simplement faux.

M. W.: Il semble que le projet Chalillo ait donné lieu à une polarisation entre ceux qui sont pour le projet et ceux qui s'y opposent. Avec deux camps qui ne semblent pas vouloir déroger de leur position, croyez-vous qu'un compromis est possible?

S. M.: Hormis les questions que le projet soulève quant à l'environnement ou l'économie, c'est un véritable test pour la démocratie. Le dossier a polarisé l'attention, et des amitiés ont été brisées. Je crois que, en bout de ligne, et je parle pour moi-même, car j'en suis à ma troisième année d'implication active dans ce dossier, cela nous ramène aux principes humains de base. Souhaitons que les bons l'emportent. □

BELIZE

début les ingénieurs de BEL. Les fondations seraient trop instables pour supporter le poids d'une structure aussi imposante de 50 mètres de haut.

Des microbiologistes ont soutenu que la construction du barrage causerait la détérioration de la qualité de l'eau de la rivière Macal. «S'ils inondent la partie supérieure de la rivière, la végétation, et il y en a tellement dans cette région, pourrira et l'eau ne pourra plus être utilisée à des fins de consommation», affirme Grainne Ryder,

lillo, sur la rivière Macal, ne tournent que six mois par année.

Une alternative : le biogaz

En autobus, en direction de la ville de Belize-City, le voyageur est frappé par les innombrables champs de canne à sucre. En brûlant des tonnes de ces récoltes, on obtient du biogaz qui peut être utilisé pour produire de l'électricité. Ce procédé, utilisé à Cuba, a cependant été rejeté du revers de la main par le ministère des Finances, et le premier

d'aide internationale au Belize. Elles touchent aux problèmes de privatisation et aux pratiques monopolistiques dans les pays en voie de développement.

Le projet Chalillo a également suscité l'intérêt des Canadiens sur la façon dont l'aide étrangère est dépensée dans ces pays. Pour les habitants du Belize, le projet Chalillo a donné un second souffle à la société civile et à l'esprit démocratique. «Autant pour les opposants que pour ceux qui sont en faveur du projet, c'est une campagne in-

«Le barrage Chalillo, au Belize, ne produira pas une quantité suffisante d'électricité et ne va pas en baisser le prix pour la population.»

de Probe International. Les 800 habitants du village de Cristo Rey seront le plus affectés. AMEC et BEL, tout comme Fortis, ont rejeté ces affirmations.

Économies locales ruinées

Une zone de 10 kilomètres carrés est menacée dans la réserve forestière nationale de Chiquibul. En aval, la rivière Macal traverse la ville de San Ignacio (10000 hab.) et affectera considérablement la communauté de la région. Les principales sources de revenus de cette région proviennent de l'écotourisme et de l'agriculture, deux secteurs d'activités qui dépendent de la rivière Macal pour l'approvisionnement stable et la qualité de l'eau.

La rivière Macal est étroite. En la traversant, on peut sentir le faible courant. Le niveau d'eau est si bas qu'on voit les femmes y baigner leurs bébés. Les représentants du gouvernement maintiennent que le barrage créera un réservoir suffisant.

On trouve de la pierre à chaux, dans l'environnement du projet Chalillo. Cela risque de causer des fuites dans le réservoir. Selon l'hydrologue Grainne Ryder, «le barrage posera des problèmes de fiabilité. Nous étudions les barrages dans des pays tropicaux. La quantité d'énergie produite est directement liée à la quantité d'eau entreposée derrière le barrage. Mettre en place un ouvrage de la sorte, qui dépend autant des humeurs de la météo et du climat, représente un risque très élevé.» Le niveau d'eau pendant la saison sèche inquiète les géologues et les environnementalistes. Actuellement, les turbines du barrage Mollejon, en aval de Cha-

lillo, sur la rivière Macal, ne tournent que six mois par année.

ministre du Belize, Saïd Musa, a donné son appui inconditionnel au projet Chalillo. Joseph Sukhandan, gérant du projet chez BEL, s'efforce quant à lui de discréditer la fiabilité d'un approvisionnement énergétique à partir du Mexique, soulignant que le Belize devait être autosuffisant. Est-ce que cette autosuffisance doit impliquer la dépendance totale envers une entreprise étrangère pour répondre à ces besoins énergétiques? Cela reste à prouver.

Mais, peu importe la façon dont la controverse se terminera, les opposants ont soulevé de sérieuses questions quant à la façon d'opérer des grandes entreprises du Nord et des agences gouvernementales

téressante», analyse Devon Gabourel, animateur de radio et membre du groupe de pression politique Spear. «Ce projet a mobilisé les gens et les a sensibilisés à d'autres préoccupations nationales, dont l'industrie des télécommunications. C'est un phénomène politique, ici, en termes de développement et de démocratie. Cela suscite une prise de conscience sur toutes les structures de notre société», explique fièrement ce jeune militant. «C'est la première fois que la société civile a autant de pouvoir au plan politique, et, par conséquent, la première fois que le gouvernement doit faire face à une opposition aussi musclée à un projet d'envergure nationale.» □

HOMMAGE BÉNÉVOLAT-QUÉBEC CINQUIÈME ÉDITION 2002



Le prix Hommage bénévolat-Québec est une distinction remise par le gouvernement du Québec. C'est un hommage à la richesse du cœur, un hommage à l'engagement, à l'énergie et à la générosité des bénévoles et des organismes communautaires de chacune des régions du Québec. Au nom du gouvernement du Québec, je félicite les lauréates et les lauréats de la cinquième édition du prix, honorés à l'Assemblée nationale le 24 avril 2002.

Je tiens à exprimer toute ma reconnaissance envers tous les bénévoles du Québec pour leur engagement remarquable et leur dévouement, qui contribuent au mieux-être de la société québécoise.

Merci pour cette richesse du cœur!



Nicole Léger
Ministre déléguée
à la Lutte contre la
pauvreté et l'exclusion

Secrétariat à l'action
communautaire
autonome
Québec

fcaBq
Fédération des
centres d'action
bénévole du Québec

L'ÉCONOMIE SOCIALE

CAHIER D'INFORMATION

EN MOUVEMENT

produit par:



CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE



ÉCONOMIE SOCIALE
ACTION COMMUNAUTAIRE

CENTRES DE LA PETITE ENFANCE

UN MILIEU QUI FOURMILLE DE PROJETS

On entend beaucoup parler des attentes légitimes des parents pour une place dans un Centre de la petite enfance et des demandes tout aussi légitimes des éducatrices pour améliorer leurs conditions de travail. L'accessibilité financière et la qualité des services offerts ont rendu la formule extrêmement populaire. Cinq ans après le lancement de l'objectif « 200 000 places », le développement à un rythme très accéléré des CPE est maintenant bien assumé. Le réseau des quelques 900 CPE fourmille aujourd'hui de projets novateurs dont on entend moins parler. Portrait de ce gigantesque réseau d'entreprises collectives et de ses défis.



PETIT RÉSEAU DEVENU GRAND

Développées par des femmes et des milieux communautaires au début des années 1970, les garderies sans but lucratif, « ces petites organisations capables de répondre rapidement aux besoins » selon la définition de Suzanne Sauvé, chargée de projets au Chantier de l'économie sociale, ont été les précurseurs de la célèbre formule des Centres de la Petite Enfance (CPE).

Le passage à une gestion plus « institutionnalisée » des CPE n'en a pas changé l'essence communautaire. Ce qui a changé par contre, c'est le rythme de croissance du développement! Au cours des quatre dernières années, on a doublé le nombre de places disponibles. L'aide financière accordée aux parents (les places à 5

dollars par jour) a contribué à l'essor du réseau et à la réalisation d'un projet social hors du commun, réclamé pendant près de trente ans, pour assurer l'accès à un programme éducatif de qualité aux enfants de toutes les couches sociales.

Cette évolution à toute allure amène les CPE à prendre conscience de leur importance dans le développement, non seulement social mais aussi économique, de nos communautés. Avec près de 23 000 personnes qui y travaillent, le réseau des CPE est le troisième plus gros employeur privé au Québec, après le Mouvement Desjardins (36 000) et Weston (25 000); mais devant BCE (21 000) et Bombardier (20 000).

Selon une étude américaine, chaque tranche de 1000 \$ investie dans les programmes pédagogiques destinés aux jeunes enfants des familles à faibles revenus correspond à une économie de 7000 \$ en terme de coûts liés aux programmes de rattrapage et aux frais de justice pénale.

**Le ministère de l'Industrie et du Commerce
partenaire des entreprises d'économie sociale**

www.mic.gouv.qc.ca

Industrie
et Commerce

Québec

UNE FORMULE ENVIÉE

L'expérience québécoise rayonne partout en Amérique du Nord. Les mesures mises de l'avant par la politique familiale nationale vont suffisamment loin pour impressionner nos voisins en matière de soutien à la famille et d'éducation à la petite enfance. Mais il y a plus. La tendance à conserver au réseau sa forme de propriété collective plutôt que d'en faire une organisation étatique contribue pour beaucoup à sa renommée. Créés à même les réseaux des garderies et

de la garde en milieu familial, les centres de la petite enfance sont des organismes privés et autonomes. Chaque installation ou cellule familiale a le plein potentiel pour développer une saveur locale et une couleur qui lui est propre.

Le modèle CPE présente donc plusieurs

avantages qui vont du développement optimal de l'enfant à une réduction de l'offre de services de garde au noir (dont les standards de qualité et les valeurs éducatives n'offrent pas toujours des garanties bétonnées). Le CPE propose une solution pour contrer l'éparpillement des services de garde sur un même territoire (intégration des services en milieu familial et en « installation ») et palier au sous-développement de certains types de services. Les CPE dépassent la logique du seul service de garde pour offrir une gamme de services variés aux parents dont des références vers d'autres ressources communautaires et institutionnelles.



Moi, j'ai fréquenté
une garderie



Petit carnet
des grands
souvenirs

ACQUIS AU FIL DES MOBILISATIONS POPULAIRES

Le réseau actuel de CPE est issu d'une volonté populaire. Chaque pas en avant dans l'histoire des services de garde est initié par de larges mouvements de mobilisation. À la fin des années 60, il existe quelques garderies financées par l'État situées dans les quartiers défavorisés de Montréal. Entre 1970 et 1972, près de 70 garderies ouvrent leurs portes grâce à des subventions octroyées par le gouvernement fédéral.

Dans cette mouvance, plusieurs regroupements de garderies voient le jour et militent, aux

côtés des groupes de femmes et organismes communautaires, pour la mise en place d'un réseau universel de garderies à but non lucratif financées par l'État. En 1974, le Plan Bacon (du nom de la ministre Lise Bacon) vient répondre en partie à ces revendications, en prévoyant l'octroi de subventions de démarrage pour les nouvelles garderies sans but lucratif et de subventions aux parents, selon leurs revenus.

Les garderies connaissent une croissance rapide tout au long des années 1980 et une première

vague de syndicalisation survient pendant cette décennie. L'Office des services de garde à l'enfance, créée en 1979, adopte, entre autres, une politique sur la garde en milieu familial et en 1988, une Politique sur les services de garde à l'enfance.

En 1996, au Sommet sur l'Économie et l'Emploi, le Chantier de l'économie sociale et Concertation inter-régionale des garderies du Québec font front commun pour présenter un projet pilote de 13 centres intégrés de services à la petite enfance. Le gouver-

nement québécois emboîte le pas et concrétise le projet initial en annonçant la création de près de 1000 CPE et le dévoilement d'une politique familiale nationale.

« Les batailles menées comme groupe communautaire par rapport aux services de garde nous ont permis de gagner les jalons d'une reconnaissance sociale. Nous avons maintenant même un ministère à porte-feuille! » s'enthousiasme Josée Lalonde du CPE Lafontaine.

POUR RÉPONDRE AUX BESOINS

CRÉER DES PROJETS ÉTONNANTS

Coller les CPE à l'État représente des avantages, mais aussi des appréhensions, comme le souligne Josée Lalonde du CPE Lafontaine qui craint que ce rapprochement « se termine par une uniformisation des services, une perte de la couleur et du milieu de vie pour devenir une machine qui dessert des services aux parents! »

Heureusement, les CPE peuvent encore se démarquer, puisque justement les valeurs démocratiques ont été sauvegardées. Selon les orientations du conseil d'administration, les CPE comptent autant de possibilités que de préoccupations des parents administrateurs pour développer des alternatives novatrices et dynamisantes.

Un répit pour parents en difficultés

Le CPE Jardin bleu à Québec offre du répit (jusqu'à 48 heures) aux parents en crise, en concertation avec le CLSC et le Centre jeunesse : jeunes parents en difficulté, parents d'enfants lourdement handicapés ou parents au bord de l'épuisement, évitant ainsi des moments de violence et le découragement. Des ateliers, basés sur des expériences vécues, appuyant la compétence parentale, sont offerts aux parents dont les enfants fréquentent le CPE et aussi à ceux qui sont à l'école.

Une expérience d'immersion autochtone

Initié par le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or, le CPE Abinodgie Miguam, de l'algonquin « *les enfants, maison* », ouvrira ses portes en 2003 avec 80 places disponibles. Le Centre d'amitié autochtone se promet d'y maintenir une couleur toute spéciale en présentant une immersion culturelle amérindienne pour les enfants non autochtones qui fréquenteront leur CPE. Cette immersion se

traduira tant par le milieu physique que par des activités culturelles collées aux communautés criées et algonquines. « Du côté autochtone, les attentes sont très grandes » souligne Édith Cloutier, directrice du Centre d'amitié autochtone. Le projet représente un défi et un atout supplémentaire pour amener les autochtones vers la formation. Un incitatif intéressant qui a d'ailleurs conduit 20 femmes à débiter leur formation d'éducatrice au Cégep de Val-d'Or.

Une piscine au CPE

Le CPE le Funambule de Saint-Jérôme a porté longtemps un rêve : celui de voir naître un Centre aquatique à même son installation. Ce Centre a pris la forme d'un bassin de dimension 24 X 24 pieds, avec une profondeur de 4 pieds. L'objectif, apprendre à nager dans un espace plus restreint que les piscines olympiques, collégiales ou municipales. « On évite du coup le sentiment de peur ressenti par les enfants devant l'effet de grandeur des grands espaces » explique la directrice du Funambule, Sylvie Beauchamps. « En réfléchissant à la sédentarité des enfants d'aujourd'hui et à la menace d'obésité pour les plus jeunes, nous en sommes venus à penser à intégrer des activités aquatiques au program-

me éducatif. » Le CPE offrira aussi le bain libre avec les parents dès 16h. Coût total pour l'activité : 100 dollars par année, incluant de gros extra comme les cours de natation, une cassette vidéo des activités aquatiques des enfants, mais aussi des bricolages spécialisés comme la poterie et soirée de théâtre montée par les éducatrices qui louent un vrai théâtre pour l'occasion.

Des places pour enfants sourds

Autre première, cette fois au CPE Lafontaine de Montréal, situé à même l'ancien édifice des Sourdes et Muettes rue Saint-Denis. Dans l'esprit de favoriser le développement de services diversifiés et novateurs pour desservir

les clientèles mal servies, le CPE a créé des liens avec l'Institut Raymond Dewar qui travaille en réadaptation des personnes malentendantes ou sourdes. Le CPE Lafontaine ouvrira prochainement 15 places réservées aux enfants sourds, une première au pays. « Le

projet québécois est pensé pour outiller l'enfant par rapport au monde, en lui apprenant le langage signé du Québec et en lui permettant d'évoluer dans un milieu majoritairement composé de personnes qui entendent » explique la directrice du CPE Lafontaine, Josée Lalonde.



DIVERSIFIER LE FINANCEMENT

Selon les données du ministère, environ 10 % des CPE éprouvent des difficultés financières. Pour Josée Lalonde, directrice du CPE Lafontaine, ce chiffre est trop conservateur. « Il faudrait cesser de se mettre la tête dans le sable et faire face à la situation ». L'aide gouvernementale et les contributions des parents ne suffisent pas lorsqu'il s'agit de mettre sur pied des programmes d'envergure ou encore de financer de nouvelles initiatives. Il importe alors de développer des partenariats et d'innover dans les montages financiers.

Les sources sont nombreuses : les fonds d'investissements locaux, les fonds d'économie sociale dans les CLD, les Caisses populaires ou d'économie ou des réseaux comme le RISQ qui permettent d'obtenir des prêts à peu de frais. D'ailleurs, dans le cas du RISQ l'ouverture est très grande. « Pour nous, un CPE représente un domaine moins risqué comparativement à d'autres entreprises, tout simplement parce qu'il y a là une certaine garantie de revenus », explique Stéphane Chabot analyste financier au RISQ.

PÉNURIE DE MAIN-D'ŒUVRE ET FORMATIONS ADAPTÉES

Le nombre de places en CPE est passé de 58 284 en 1997, à 115 956 en 2001 et devrait atteindre 200 000 d'ici 2005, une augmentation de 250%! En considérant que chaque tranche de huit places occupées en CPE correspond à un emploi d'éducatrice supplémentaire, il faudra tout près de 13 000 éducatrices de plus pour suffire à la tâche!

Le développement des CPE est donc confronté à une pénurie de main-d'œuvre qui provient



aussi des nouvelles conditions mises de l'avant par la Politique familiale en matière de formation. Le gouvernement du Québec exige la qualification de deux éducatrices sur trois à l'Attestation d'étude collégiale en technique d'éducation en enfance plus trois années d'expérience.

Pour aider les CPE à atteindre les exigences de formation, un Projet majeur de formation a octroyé un budget de 3,6 millions pour assurer la formation de 819 personnes, dont 712 sont à

présent diplômées ou en voie de l'être. « La question de la formation permet une reconnaissance de la valeur du travail en service de garde qui conduit à une amélioration des conditions de travail » souligne Jolaine de Montigny, chargée du Projet majeur de formation au CSMO Économie sociale et action communautaire.

En régions éloignées, la question de la formation est associée à des difficultés supplémentaires liées à l'éloignement entraînant un manque d'étudiantes. Pour débiter une cohorte, plusieurs Cégeps exigent un minimum de 12 ou 15 étudiantes inscrites, les demandes sont souvent en deçà de ce nombre imposé. « Pour la grande région de la Côte-Nord, il n'y a que deux Cégeps, l'un à Baie-Comeau et l'autre à Sept-Îles. Pour une personne qui est déjà en emploi, à Fermont par exemple, aller chercher une formation à plus de 4 heures de route représente un défi de taille » explique Nancy Pelletier chargée de projet pour la formation du personnel en service de garde chez CIRCEPQ. La région de l'Abitibi-Témiscamingue vit la même situation. Chose intéressante par contre, huit cohortes ont été mises sur pied grâce au télé-enseignement.

Du côté des gestionnaires

Avec le développement rapide des CPE, les responsabilités des gestionnaires se sont considérablement accrues, sans nécessairement que de nouveaux outils de gestion soient

disponibles. C'est le cas au CPE Lafontaine; sa directrice, Josée Lalonde n'hésite pas à conclure : « le réseau est en crise par rapport à ses gestionnaires. Ici par exemple, je devrais gérer seule un budget de 2 millions pour trois services et je n'ai même pas de secrétaire! »

CONSULTATIONS PUBLIQUES À L'AUTOMNE

Une large consultation est en train de se mettre en branle au sujet du réseau des CPE, cinq ans après la Politique familiale. Le Chantier de l'économie sociale invite tous les acteurs du réseau ainsi que les organismes et individus concernés par la question des CPE à participer à des rencontres régionales qui se tiendront à l'automne 2002.

Ces rencontres constitueront pour les personnes participantes une occasion privilégiée de faire état de la croissance du secteur depuis 1997 de prendre conscience des avantages et des spécificités du modèle et d'examiner les principaux enjeux reliés au parachèvement du réseau. À l'issue de ces rencontres, un forum national réunira représentants régionaux, partenaires et organismes nationaux. On y dégagera des voies de solution en regard des principaux enjeux soulevés à travers le Québec.

Ce cahier d'information de quatre pages traitant du développement de l'économie sociale au Québec est édité conjointement sous l'entière et seule responsabilité des trois organisations suivantes:



Le Chantier de l'économie sociale est une organisation autonome et permanente visant la promotion et le développement de l'économie sociale. Le Chantier est une corporation à but non lucratif regroupant les grands mouvements sociaux, les acteurs du développement local et les promoteurs d'entreprises d'économie sociale.



Le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC), organisme à but non lucratif, vise à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies de développement et de formation à l'intention de la main-d'œuvre et des entreprises et organismes du secteur, en favorisant et en consolidant la concertation et le partenariat. Le CSMO-ÉSAC est financé par Emploi-Québec.



Le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) est un fonds de capital de risque à but non lucratif qui a pour mission de rendre accessible un financement adapté à la réalité des entreprises d'économie sociale. Il vise à soutenir l'essor des entreprises collectives par l'injection de capital de connivence servant de levier financier pour la réalisation de leurs projets.

Les bureaux de ces trois organisations sont situés à Montréal. On peut les contacter aux numéros de téléphone suivants:

Chantier: (514) 899-9916
CSMO-ÉSAC: (514) 259-7714
RISQ: (514) 281-2355

Ligne sans frais commune pour les trois organismes: 1-888-251-3255

Production de ce cahier: Carine Guidicelli, Louise Lafortune, Lise Millette, Isabelle Ricard, Jean Robitaille et Suzanne Sauvé.

Graphisme: Composition Fleur de Lysée.

Photos: Photothèque du RCPEM, CAAVD.

Ce cahier d'information est publié six fois par année et inséré à 100 000 exemplaires dans chaque édition du magazine *Revue Versa*. Les coûts d'achat de cet espace sont assumés par ces trois organisations et leurs commanditaires.

FONDATION
CSN POUR LA COOPÉRATION ET L'EMPLOI

La Caisse d'économie Desjardins des Travailleuses et Travailleurs (Québec)



DANS LE CENTRE-SUD ET LE PLATEAU MONT-ROYAL

CONCOURS D'EXCELLENCE EN ÉCONOMIE SOCIALE

TROIS ENTREPRISES REMPORTENT LES HONNEURS

Le 27 mars dernier, la CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal a dévoilé les noms des trois entreprises d'économie sociale lauréates de la deuxième édition de son concours *Du cœur et des résultats*. Ce concours à saveur locale, vise à récompenser des promoteurs qui ont fait preuve d'audace et de créativité, en présentant des produits et des services répondant aux besoins de leur communauté. « Ces organismes contribuent à l'amélioration de notre qualité de vie et leur implication sociale est considérable », a souligné la présidente d'honneur, M^{me} Nancy Neamtan, présidente et directrice générale du Chantier de l'économie sociale.

Premier prix d'une valeur de 5 000 \$

Remis par les Caisses populaires Desjardins du Centre-Sud et du Plateau Mont-Royal et la CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal

■ DIX MILLE VILLAGES

Fondé par l'organisme *MondÉquitable*, l'entreprise *Dix mille villages* existe depuis neuf mois. Son activité principale est l'exploitation du premier café-boutique de commerce équitable à Montréal. Par la vente de ses produits, le café-boutique *Dix mille villages* permet à des milliers de familles du tiers-monde de vivre plus dignement. Cette entreprise contribue à l'amélioration des conditions de vie des femmes immigrantes au Québec en les intégrant dans un programme d'insertion socioprofessionnelle. Ainsi, elles sont en mesure d'évoluer dans un environnement stable tout en ayant un revenu décent. • Renseignements: (514) 848-0538

Deuxième prix d'une valeur de 2 500 \$

Remis par les Caisses populaires Desjardins du Centre-Sud et du Plateau Mont-Royal et la CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal

■ SERVICE TRAITEUR RESTO PLATEAU

L'entreprise *Service traiteur Resto Plateau* existe depuis cinq ans et a pour principal objectif la création d'emplois permanents. Cet organisme offre toute une gamme de buffets chauds et froids qui se distinguent par leur goût, leur qualité et leur présentation. Les personnes engagées aux postes permanents du Service traiteur sont des anciens participants de l'entreprise d'insertion Resto Plateau. Du petit déjeuner à la boîte à lunch, le personnel est en mesure d'organiser des événements de 500 personnes et plus. Le service est offert sept jours par semaine, 365 jours par année.

• Renseignements: (514) 527-5997



De g. à d.: M. Stéphane Cadieux, directeur d'Adapttech Plus inc., M^{me} Chantal Aznavourian, directrice générale du Service traiteur Resto Plateau et M^{me} Caroline Marcel, directrice de Dix mille villages.

Troisième prix d'une valeur de 2 500 \$

SOUS FORME DE SERVICES CONSEILS

Remis par la société-conseil en gestion Sherpa

■ ADAPTECH PLUS INC.

Adapttech Plus inc. a vu le jour en 1992. Sa mission est de favoriser, par l'adaptation du logement, l'amélioration de la qualité de vie et le maintien à domicile des aînés et des personnes qui ont une limitation fonctionnelle. L'entreprise offre des services d'évaluation des besoins en adaptation de logement, fabrique des meubles ou des objets en fonction des demandes, et procède à l'installation de barres d'appui et de rampes d'accès, soit à la maison ou au travail.

• Renseignements: (514) 890-1524

MERCI À NOS PARTENAIRES

COMMANDITAIRE PRINCIPAL



Les Caisses populaires Desjardins du Plateau Mont-Royal et du Centre-Sud



- **André Boulerice**, Ministre délégué aux Relations avec les citoyens et à l'Immigration, député de Sainte-Marie / Saint-Jacques
- **Nathalie Rochefort**, Députée de Mercier
- **Caisse d'économie des travailleuses et des travailleurs du Québec**
- **Investissement Québec**
- **Service Traiteur Resto Plateau**

Le féminisme effraie les hommes, des femmes aussi. L'éco-féminisme suggère une vision plus radicale encore. Il dénonce et attaque l'exercice du pouvoir spécifiquement mâle, avec ses valeurs, ses méthodes. Ici comme ailleurs, ce pouvoir exclut les femmes. Celles-ci s'engagent sur le terrain du quotidien, souvent dans des luttes pour la survie : la santé humaine, l'eau, la forêt, contre les manipulations génétiques. Elles s'engagent rarement dans les luttes politiciennes. Elles recherchent d'autres modèles de vie en société meilleurs pour toutes et pour tous. Face aux catastrophes et à l'exclusion, des femmes réclament le temps d'un féminin pluriel et salutaire.



Roy fait son entrée à la Cour suprême de l'Inde, le 6 mars 2002. Les juges la condamnent à une journée de prison pour outrage au tribunal.

cision du tribunal de lever le moratoire sur la construction du barrage Sardar Sarovar. L'ouvrage fait partie d'un méga plan pour harnacher le fleuve Narmada : 30 grands barrages, 135 moyens et 3000 petits. Selon Roy, l'ouvrage de Sardar Sarovar, à lui seul, forcera à l'exil 500 000 paysans pauvres.

L'Inde ne décide pas de son économie. Arundhati Roy en témoigne dans « *Je vois, j'écris, je crie* », paru dans le *Courrier International* du 21 au 27 mars 2002. « Des millions de citoyens indiens vivent au-dessous du seuil de pauvreté et n'ont pas les moyens de manger un repas substantiel par jour », écrit Roy.

Son reportage confirme l'analyse réalisée en 1997 par l'économiste Michel Chossudovsky, de l'Université d'Ottawa, dans son livre *La Mondialisation de la pauvreté* (éditions Écosociété). Abordant l'Inde, Chossudovsky expliquait comment la « chirurgie économique » imposée par le Fonds monétaire international (FMI) abaissait les salaires et mettait au chômage paysans et ouvriers les plus pauvres.

Cinq ans plus tard, le gouvernement indien a dû abandonner toutes les restrictions aux importations (1400 aliments importés sont exemptés). Par contre, l'Occident refuse d'importer des produits indiens sous prétexte qu'ils ne rejoignent pas « ses normes environnementales » (ces produits seraient abimés). Résultat : ces denrées pourrissent dans des entrepôts, alors que des millions de paysans et de citoyens souffrent de la faim.

« Les morts par inanition (déguisées en rougeoles ou en intoxications... alimentaires) sont de plus en plus nombreuses dans diverses régions du pays », écrit Roy. Récemment, la Cour suprême de l'Inde a ordonné la fermeture de 77 000 petites entreprises « polluantes et non conformes », à Delhi (créant instantanément 500 000 chômeurs), alors que 67% de la pollution provient en fait des véhicules. « Des milliers de personnes retournent dans les villages qu'elles ont quittés », constate Roy. Arundhati Roy pointe du doigt « une variante mutante de colonialisme, commandé à distance et contrôlé par la technologie numérique ». Au nom du libre-échange, des millions de personnes en Inde tombent dans une situation de pénurie absolue. □

ARUNDHATI ROY | BARRAGES

L'ÉCRIVAINNE ET LE FLEUVE SACRÉ

L'écrivaine indienne lutte contre les barrages sur le fleuve sacré du Narmada, solidaire des milliers de paysans pauvres qui seront refoulés dans les bidonvilles.

PAR ANDRÉ SELEANU ET PATRICK ALLEYN

En 1990, le gouvernement indien termine le premier grand barrage sur le Narmada, un des sept fleuves sacrés de l'Inde. « Ils annonçaient 70 000 déplacés et l'engloutissement de 101 villages », raconte l'écrivaine Arundhati Roy, dans *The Progressive*, en avril 2001.

« Un jour, sans avertissement, poursuit Roy, le gouvernement a rempli le réservoir et ce sont plutôt 114 000 personnes qui ont

été touchées et 162 villages, submergés. (...) Les gens ont dû courir sur la montagne avec leurs enfants et leurs animaux. Dix ans plus tard, ce barrage n'irrigue que 5% du territoire prévu. Il irrigue moins de terre qu'il en a engloutie. »

L'Indienne Arundhati Roy est célèbre pour son premier et unique roman *Le dieu des petits riens*, publié en 1997, primé du *Booker Prize* (le Goncourt anglophone) et

traduit dans 40 langues. Depuis, l'écrivaine et féministe défraie la manchette pour son activisme, surtout pour sa participation à la lutte contre les grands barrages de la vallée du Narmada.

Le 6 mars 2002, son histoire était relayée par les médias de la planète. La Cour suprême de l'Inde la condamnait à une journée de prison pour outrage à la Justice : en 1990, elle avait critiqué publiquement la dé-

Les femmes luttent sur tous les fronts de la vie et, en première ligne, celui de la reproduction humaine. La Québécoise Louise Vandelac mène une guerre d'escarmouches contre une science dont on sait que, sans conscience, elle est la ruine de l'âme*.

PAR ANNE-MARIE TREMBLAY

LOUISE VANDELAC | LE VIVANT PLAIDOYER POUR LA VIE

Fondatrice de la coalition *Eau Secours!*, elle a été une des artisanes de l'échec des premières tentatives de privatiser l'eau au Québec. Actuellement, elle est la porte-parole de l'opération «*Adoptez une rivière*», contre la multiplication des petits barrages. Son film *Main basse sur les gènes ou les aliments mutants*, co-réalisé avec son mari Karl Parent, a été le deuxième meilleur vendeur de l'Office national du film du Canada en 1999, après celui sur le Rocket Maurice Richard. Un an plus tard, toujours avec Karl Parent, elle signe le documentaire *Clonage ou l'art de se faire doubler*. Portrait de Louise Vandelac, féministe et combattante pour la vie.

L'emploi du temps de l'universitaire de renom et de la militante infatigable la promène sur toutes les tribunes, au Québec, au Canada, à l'étranger. Sur son bureau, à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), trône une photo de son fils de 11 ans. À sa naissance, sa mère conduisait des recherches sur la conciliation entre travail et vie familiale. La sociologue s'était auparavant penchée sur le travail domestique. «Mes recherches sur le travail domestique m'ont permis de mettre en évidence qu'une seule activité humaine n'était pas encore tout à fait ab-

sorbée par l'économie de marché, l'engendrement des êtres humains. Mais, au même moment, un mouvement de *technicisation* de la conception s'amorçait.»

En 1978, la science avait mis Louise Brown au monde, le premier bébé-éprovette. Les recherches n'ont pas cessé depuis: fécondation in vitro, études sur les embryons humains, clonage, etc. Louise Vandelac, chercheuse associée au département de médecine sociale et préventive de l'Université de Montréal, lance une mise en garde contre ce changement de registre des sciences médicales. Auparavant, la médecine soignait et prolongeait la vie. Maintenant, elle tente plutôt de fabriquer du vivant.

Louise Vandelac a réalisé plusieurs recherches sur les causes de l'infertilité, souvent liées à la pollution, un champ trop peu exploré, estime-t-elle. La science espère contourner ce problème, mais préfère en ignorer les causes. Aujourd'hui, «la science se prétend sans frontière et conduit à les abolir

toutes entre l'humain, l'animal, la plante, des frontières établies depuis des millions d'années. Les frontières entre le vivant et la marchandise» aussi, juge-t-elle.

De son observatoire du CINBIOSE (Centre d'étude des interactions biologiques entre la santé et l'environnement) à l'UQAM, où elle collabore avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Louise Vandelac stigmatise les recherches menées en toute impunité sur les embryons humains. «On dit que nos enfants sont ce qu'il y a de plus précieux, et l'on

« ON CONTINUE DE FAIRE DE LA PURÉE D'EMBRYONS POUR EFFECTUER DES RECHERCHES SUR LES CELLULES SOUCHES ! »

continue de faire de la purée d'embryons pour pouvoir prétendument travailler sur les cellules souches!», s'indigne-t-elle.

Une monnaie vivante

Ces recherches, sans questionnement éthique, mènent à l'eugénisme (la science qui cherche à maîtriser l'évolution de l'espèce humaine). La chercheuse multidisciplinaire rappelle ce slogan des années 1970: «Nous aurons les enfants que nous vou-

lons!» La formule la fait frémir. Elle n'a rien contre les moyens de contraception. C'est le sens second qui dérange. Il eût mieux valu dire: «Nous n'aurons pas les enfants que nous ne voulons pas!»

«En ce moment, il y a une tendance à tout réduire à une monnaie vivante», avertit Louise Vandelac. Une monnaie qui se nomme eau, semences, gènes, air, sol. «Un des enjeux majeurs du XXI^e siècle, c'est cette volonté de réécrire le monde à partir de l'alphabet génétique, un bricolage généralisé du vivant auquel certains commencent à s'adonner.»

Son engouement pour la question de l'eau remonte à 1997. «J'ai eu un coup d'indignation devant les projets de privatisation de l'eau à Montréal. Dans l'ancienne ville, entre le quart et le tiers de la population vivait sous le seuil de pauvreté. La privatisation aurait entraîné la tarification et aurait signifié de faire vivre des populations littéralement au compte-gouttes, alors qu'elles n'ont déjà pas les ressources suffisantes pour subsister. Cela me paraissait odieux.»

Elle a fondé la coalition *Eau secours!* avec Hélène Pedneault. Après le premier spectacle bénéfique d'*Eau secours!*, sa boîte vocale débordait de messages de citoyens aux prises avec des problèmes d'eau.

Mais les problèmes d'eau potable touchent autant les pays du Sud que du Nord. «Chaque année, selon l'Organisation mondiale de la santé, 10 millions de personnes meurent après avoir bu de l'eau impropre à la consommation», rapporte Louise Vandelac. «Tout le monde réalise que, au rythme de consommation que nous avons en Amérique du Nord, il faudrait trois planètes Terre. Tout le monde réalise qu'on ne peut maintenir un tel double standard par rapport à la vie humaine. Tout le monde sait qu'il est impossible de continuer le pillage des ressources mondiales et d'affamer des populations entières.»

Heureusement, les jeunes générations sont plus conscientisées et informées, constate Louise Vandelac. Les relations Nord-Sud se développent. Et, surtout, les militants de tous les horizons s'unissent dans la poursuite de buts communs. □

Sur Internet

■ www.unites.uqam.ca/cinbiose/GENS/LVANDELAC.HTML

* «Sapience n'entre point en âme malivole, et science sans conscience n'est que ruine de l'âme.» (Rabelais, *Pantagruel*, chapitre VIII.)

L'ÉCO-FÉMINISME

En combattant la pauvreté et leur situation d'infériorité dans la société, les femmes épousent la cause de l'environnement et du développement durable.

Féminisme et écologie vont de pair, parce que le sexisme et la déprédation de la nature participent tous deux de ce que Françoise d'Eaubonne appelle le «système mâle». Les hommes, après s'être approprié l'agriculture, un domaine réservé aux femmes, ont exercé leur emprise sur la reproduction humaine. La surpopulation et la destruction des écosystèmes naturels en ont résulté. Combinées à la recherche d'un profit rapide, dans des économies libérales, cela nous mène à la catastrophe.

L'écrivaine française Françoise d'Eaubonne est la créatrice du terme éco-féminisme. Elle l'a inventé dans *Le féminisme ou la mort*, publié en 1974. Vingt-cinq ans après la publication de son livre, les idées qu'elle avançait sont toujours d'actualité. Avec les nouvelles règles du commerce mondial, ce système accapare progressivement les ressources, et la surpopulation confine une partie de l'humanité (à 85%, des femmes) à une pauvreté extrême partout sur Terre. Avec l'appropriation privée des plantes naturelles et des gènes humains, par des brevets, cette mainmise sur la vie atteint des seuils intolérables.

Les scientifiques et l'industrie veulent breveter des plantes, comme le riz basmati, ou certaines de leurs propriétés médicinales ou pesticides, comme l'huile du margousier, que des générations ont pris soin d'introduire et de conserver pour un usage commun. Ils s'en approprient les vertus, connues ou utilisées depuis la nuit des temps, rapportait la revue *Sciences et avenir*, en octobre 2001, monopolisant la recherche et en interdisant même l'usage.

Dans plusieurs pays, ce sont les femmes qui s'occupent de la conservation des semences. Des compagnies comme Monsanto détiennent ces gardiennes du patrimoine génétique naturel, pour commercialiser des semences supposées plus productives, qu'elles vendent à prix fort. Ces plan- ▶

PHOTO MARTINE DOYON POUR RECTO VERSO

tes rendues infertiles, pour empêcher qu'elle se propagent dans la nature, il faut en racheter les semences commerciales à chaque semences.

La pollution affecte également la santé des femmes et leur progéniture. Les polluants logés dans les graisses sont directement transmis à l'enfant pendant la grossesse et l'allaitement. La pollution a une forte incidence sur le nombre de cancer du sein chez les femmes. En Amérique du Nord, il touche 80 femmes sur 1000.

Au Sud, la pollution des cours d'eau, la sécheresse et la déforestation touchent plus durement les femmes que les hommes. Si les sources près des villages sont polluées, elles doivent marcher plus loin pour rapporter de l'eau potable au village. Les femmes sont responsables du ramassage du bois. Elles militent pour ne pas perdre cette ressource essentielle. En Inde, les femmes Chipko se sont enchaînées aux arbres pour sauver les forêts qui assurent leur subsistance.

Les femmes se sont approprié la théorie de l'éco-féminisme, fusion des doctrines pacifiste, écologiste et féministe, dans les années 1980, après plusieurs scandales environnementaux. (Love Canal, dans l'État de New York: 1500 personnes sont évacuées d'urgence en 1978; Seveso, en Italie le samedi 10 juillet 1976: une fuite de trichlorophénol cause des lésions cutanées aiguës à 447 personnes et conduit des femmes à avorter par crainte de malformation du fœtus; Bhopal, en Inde, en 1984: un nuage d'isocyanate tue 2300 personnes et en blesse 170 000 autres, dont 12 000 gravement).

La première conférence sur l'éco-féminisme a eu lieu en 1980, à Amherst, et s'intitulait «*Femmes et vie sur Terre.*» Depuis, des réseaux sont nés: au Québec, le Réseau québécois des femmes en environnement (RQFE); en Ontario, le Women's Health and Environments Network (WHEN); en Angleterre, le Women's Environmental Network; en Ukraine, après l'accident de Tchernobyl, le MAMA-86. □

— A.-M. T.

Pour en savoir plus

■ *Nouvelle espèce: les éco-féministes.* Louise Desautels, in *La Gazette des femmes*, mai-juin 2001

Sur le web

■ <http://x.webring.com/webring?ring=ecofem;list> (En anglais)

■ <http://www.geocities.com/RainForest/Canopy/2306/bienvenu.htm> (Sur Françoise D'Eaubonne).

WANGARI MAATHAI | LA FORÊT DES PLANTS POUR VIVRE

La Ceinture Verte a planté 10 millions d'arbres dans 2000 espaces publics, les parcs et les campagnes du Kenya. Grâce à elle, des milliers de femmes ont touché un premier salaire et fait l'expérience de la gestion d'une micropépinère.

PAR MICHELINE DAHLANDER

«**J**e fais plus que planter des arbres, je sème au cœur des indigènes le sentiment qu'il faut lutter pour les préserver», explique, narquoise, l'environnementaliste kenyane de renommée internationale Wangari Maathai, pour justifier les arrestations fréquentes et les agressions brutales qu'elle a subies au cours des années.

En 1989, elle a été violemment battue par la police pour avoir planté un arbuste, symbole d'opposition contre la construction de gratte-ciel dans le Parc Central de Nairobi. En 2001, elle a été incarcérée pour avoir fait circuler une pétition contre le projet de raser 170 000 acres (67 000 hectares)

Dans ce pays, la critique du pouvoir est interdite. Cette femme robuste de 62 ans y a néanmoins orchestré une gigantesque opération de reboisement, soutenue depuis 25 ans par 150 000 Kenyanes. C'est au retour de ses études aux États-Unis que Wangari Maathai voit son action sociale se préciser, d'abord à titre d'enseignante d'anatomie vétérinaire à l'Université de Nairobi (elle fut la première femme à y obtenir son doctorat), puis comme militante au Conseil national de la femme du Kenya.

«Après l'indépendance, en 1963, j'étais extrêmement enthousiaste. C'est à ce moment que j'ai pu palper la dure réalité des milliers d'Africaines vivant en milieu rural. Je me sen-

tais d'autant plus concernée que j'avais grandi dans ce milieu. J'ai eu le privilège de faire des études et je voulais utiliser mon savoir pour améliorer leur sort.»

Mais comment organiser un vaste mouvement comme la Ceinture Verte, lorsque la plupart des participantes ne savent ni lire ni écrire? «Nous avons élaboré avec elles une



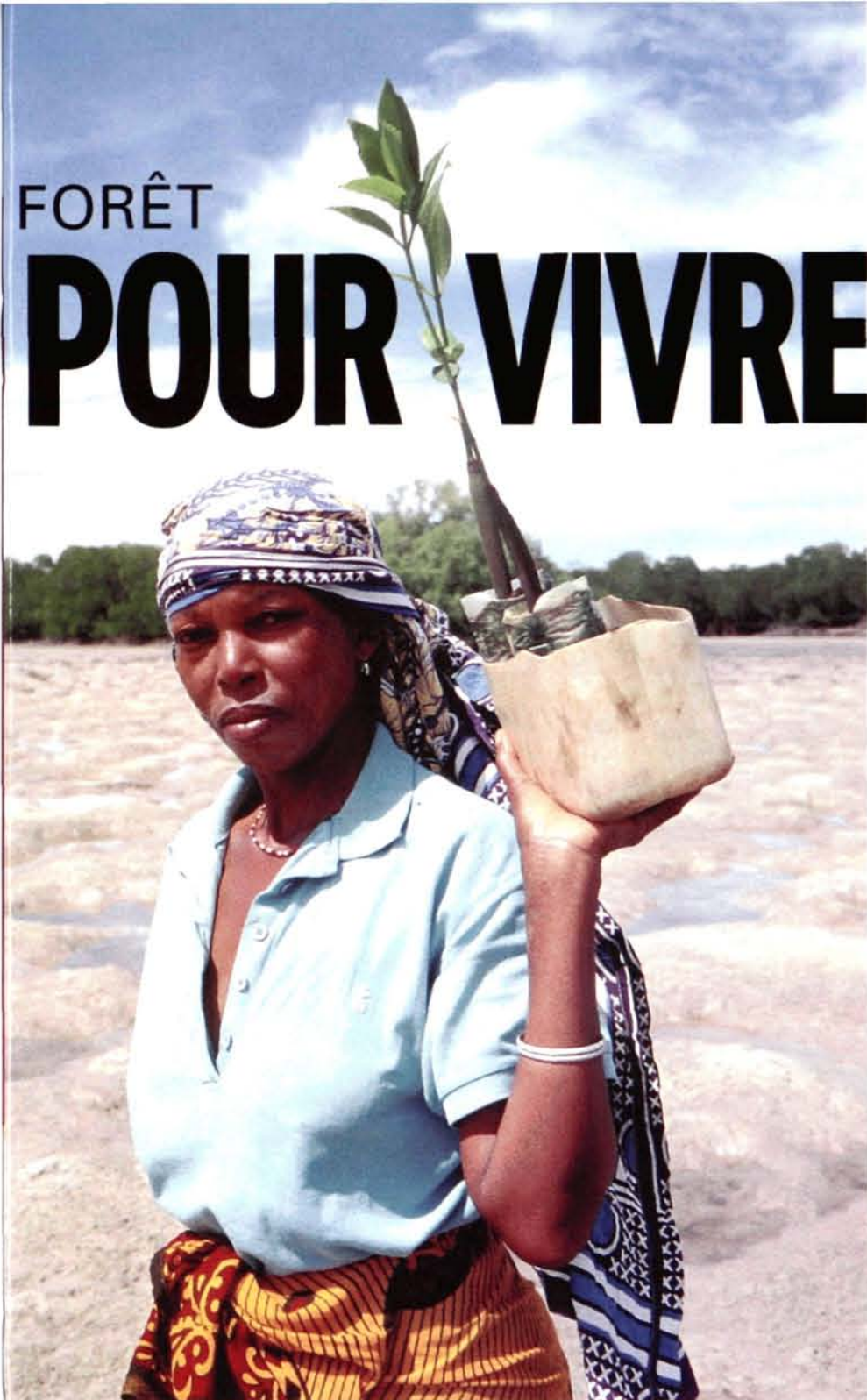
«ON ME TRAITAIT COMME UNE FOLLE, UNE SORCIÈRE QUI CORROMPT L'ESPRIT DES FEMMES.»

PHOTO ERIC ST-PIERRE POUR RECTO VERSO

dans 14 forêts protégées du Kenya. Maathai, avec l'appui de la Commission des droits humains du Kenya, a dénoncé devant la Cour suprême cette coupe à blanc sur le dixième de ce qui reste du couvert forestier du pays. La presse kenyane a révélé le président Moi et ses amis s'étaient approprié les terres qui devaient être octroyées aux paysans.

méthode en dix étapes: d'abord trouver un local de travail et un lieu de reboisement; puis obtenir les permis d'exploitation; former des groupes de planteurs et s'assurer de la qualité du sol pour les nouveaux plants; et ainsi de suite jusqu'à la plantation de l'arbuste. Elles reçoivent 1 \$, si l'arbre survit.»

La forêt ancestrale couvre aujourd'hui 2% du territoire kenyan. Son étendue repré-



Le mouvement dirigé par Maathai donne du travail à 80 000 personnes, surtout des femmes. Il développe le leadership féminin dans les communautés. Photo: une participante d'un projet de plantation de mangroves sur la côte nord du Kenya.

en construction, menacent maintenant la biodiversité. Les Kenyans doivent désormais importer leur bois pour combler un manque de 50 millions de tonnes par an.

«Les forêts sont vitales au Kenya, où la pénurie d'eau, de nourriture et de bois affectent depuis deux ans des millions de personnes, surtout des femmes, désignées pour s'acquitter des corvées domestiques, puiser l'eau aux rivières et trouver du combustible et les aliments pour cuisiner.»

Malgré l'opposition du gouvernement, des agriculteurs et du géant américain Monsanto, pressé d'écouler ses semences transgéniques, le mouvement de la Ceinture Verte ne cesse d'étendre son action, accroissant la participation des femmes à la vie sociale et politique du pays. «Au commencement de la Ceinture Verte, on me traitait comme une folle à enfermer, une sorcière qui corrompt l'esprit des femmes. Aujourd'hui, mon travail est salué. Il serait temps que le gouvernement nous aide.»

Il devient urgent de diversifier les sources de revenus de l'organisation, pressent Maathai. Les dons ne suffisent plus à soutenir les activités de reforestation et d'éducation. Elle souhaite aider, à leur retour chez eux, des stagiaires des pays voisins qui viennent s'initier aux méthodes de la Ceinture Verte. Wangari Maathai veut développer, au sein du mouvement, un programme pour des étudiants étrangers de deuxième cycle universitaire en études féminines, sociales et environnementales. Cette initiative ferait avancer la recherche et documenterait des décennies de connaissances sylvicoles que les femmes se transmettent oralement. Ces jeunes pourront ensuite contribuer à l'implantation de vastes mouvements de reboisement ailleurs, prédit Wangari Maathai, le regard allumé. □

sentait 30%, il y a cent ans. «Beaucoup se sont réjouis, lors de l'accession à l'indépendance, croyant qu'ils en avaient fini avec la corruption, la mauvaise gestion des ressources et l'appauvrissement. Le gouverneur anglais possédait littéralement le pays. Lors de l'indépendance, le transfert des pouvoirs s'est fait du gouverneur au président, ce qui explique pourquoi le gouvernement kenyan

peut dilapider comme il veut les ressources naturelles du pays», raconte Maathai.

La désertification progressive et le manque de terres cultivables ont incité le président Daniel Arap Moi à sacrifier plusieurs forêts pour faire place à des fermes, des zones urbaines et des parcs nationaux. Les plantations commerciales d'eucalyptus et de pins, des espèces à croissance rapide utilisées

■ **À lire par Wangari Maathai** » *The Green Belt Movement: Sharing the approach and the experience*, Nairobi, Environment Liaison Centre International, 1988. 69 p.

■ **Sur Internet** » www.unep.org et www.geocities.com/gbm/0001



VANDANA SHIVA | BIODIVERSITÉ

UN GERME DE RÉVOLTE

Aux pratiques de bio-piratage des multinationales et aux OGM, Vandana Shiva oppose les savoirs des paysans, leurs pratiques soutenables depuis des millénaires, ainsi que leurs aspirations.

PAR JEAN LAPALME

Fille d'un garde forestier du nord de l'Inde, où elle vit, à Dehra Dun, dans l'État d'Uttar-Pradesh, cette physicienne a abandonné sa carrière dans le nucléaire pour lutter aux côtés des paysans contre les multinationales de l'industrie alimentaire et génétique. Auteure de nombreux livres, spécialiste de la politique

scientifique, écologiste militante, son travail actuel porte sur la biodiversité et l'agriculture durable, au Research Foundation for Science and Technology and Ecology qu'elle a créé. Vandana Shiva est aussi étroitement associée, en Inde, au mouvement *Navdanya* (les «neuf graines», en hindi), un réseau national de banques populaires de semences qu'elle

a fondé pour préserver leur diversité. Plus de 3 000 villages, en Inde, ont ainsi mis sur pied des registres communautaires de biodiversité. Sommité de l'éco-féminisme, elle fut récipiendaire du Prix Nobel Alternatif, en 1993.

La Révolution Verte

Plusieurs décrient la servilité et l'adulation que lui vouent ses partisans, du moins ici en Occident. N'empêche : sa fougue et son sens de la répartie en font un excellent antidote au paternalisme, à la condescendance et à l'hypocrisie qui marquent, presque sans exception, les conceptions occidentales du développement.

Dans les années 1970, les élites occidentales ont présenté la *Révolution Verte* comme

Retour des champs, dans la vallée du Narmada (Inde). Semences, plantes médicinales, fourrages : les multinationales, dénonce Shiva, veulent saisir les dernières ressources de milliards d'agriculteurs pauvres, majoritairement des femmes.

la pierre d'assise du développement. Ce développement, en plus de s'avérer un fiasco à plusieurs égards, est précisément l'antithèse du développement durable et auto-entretenu que propose Vandana Shiva.

« Une agriculture durable repose sur le recyclage des nutriments du sol », suggère Shiva. Les semences « miracles » de la Révolution Verte n'ont, dans les faits, que redirigé une plus grande partie du produit de la photosynthèse vers la partie comestible du riz ou du blé, au détriment de la tige et des autres composantes de la plante. Il en est résulté une diminution drastique de la production de paille et d'autres résidus qui constituent une partie importante de la nourriture du bétail ou des bactéries du sol. Cela n'est pas acceptable du point de vue éthique ni soutenable du point de vue économique et écologique.

« À [un] cycle régénérateur, la Révolution verte a substitué un flux linéaire d'intrants achetés et de produits agricoles commercialisés en tant que marchandises. La fertilité n'est désormais plus une propriété du sol, mais celle des engrais chimiques... »¹

Shiva lutte féroce contre les OGM dont les *marketeurs* trompent qu'ils déclencheront une seconde Révolution Verte. Elle dénonce comme une « supercherie », par exemple, le brevet acquis par *Syngenta* (premier groupe agrochimique mondial) sur un riz transgénique supposé apporter un supplément de vitamines A à des populations dont l'alimentation est carencée. Pourtant, la citrouille, la mangue, les carottes ainsi que les légumes-feuilles vert foncé sont d'excellentes sources de vitamine A. Dans l'État indien du Bengale, les femmes cultivaient ainsi pas moins d'une centaine de ces légumes avant que ces cultures ne soient supplantées par la Révolution Verte ou tout simplement éradiquées par les herbicides.

La Révolution Verte a imposé des variétés pour la plupart très exigeantes en eau, au détriment des cultures tolérantes à la sécheresse (comme le millet), créant des pénuries là où il y avait abondance. Dans le même temps, « la maîtrise des communautés (sur l'eau) s'est érodée quand les États en ont

pris le contrôle. [...] Dans le tiers-monde, le contrôle gouvernemental a reçu un formidable coup de pouce sous la forme de prêts de la Banque Mondiale pour la construction de grands barrages. Ces grands ouvrages se sont avérés particulièrement efficaces pour arracher le contrôle de l'eau aux communautés et le faire passer sous contrôle étatique centralisé, colonisant ainsi et les rivières et les gens. »²

La biodiversité

La biodiversité que défend Shiva n'est pas qu'affaire de conservation, mais aussi de survie économique. La biodiversité fournit aux pauvres leurs moyens de production. « Que ce soit pour la nourriture ou pour les médicaments, l'énergie ou la fibre, les cérémonies ou l'artisanat, les pauvres dépendent de la richesse des ressources biologiques, des connaissances et habiletés qui y sont liées. À mesure que la biodiversité recule, les pauvres deviennent plus pauvres. »³

Shiva cite deux causes majeures de la perte de biodiversité : 1° la destruction à grande échelle d'habitats, pour l'aménagement de barrages, de routes, de mines, ainsi que l'aquaculture, tous projets financés allègrement par la Banque Mondiale; 2° la pression technologique et commerciale pour remplacer la diversité par la monoculture, en agriculture, en foresterie, dans les pêcheries ou dans l'élevage. Ainsi alors qu'on a déjà, en Inde, cultivé 200 000 variétés de riz, la soi-disant révolution verte a réduit le choix à moins d'une dizaine.

Le message de la *pastoraria* indienne est on ne peut plus clair : « La biodiversité dépend entièrement du droit dont disposent ou non les communautés locales de jouir des fruits de leurs efforts. » Seuls les systèmes économiques et politiques décentralisés garantissent la biodiversité, la pérennité de l'eau, le foisonnement des cultures et des sciences.

Dans *Monocultures Of The Mind*⁴, et dans toute son œuvre, Shiva répète inlassablement que la monoculture dans les esprits a donné lieu aux monocultures dans les champs. Cette monoculture de l'esprit est le produit pernicieux du réductionnisme scientifique occidental, qui sépare écosys-

tèmes forestier et agricole, dissocie la graine de son milieu de culture, isole les gènes et les considère hors de l'organisme qui les porte et de l'environnement. Ce réductionnisme scientifique s'accompagne de l'exclusion culturelle et dénigre les savoirs traditionnels (pour mieux s'appropriier ces connaissances ensuite), avec des résultats parfois désastreux.

La « science occidentale technicisée » affirme que le grain, la semence, en soi, n'a pas de valeur. Ce qui lui donnerait de la valeur, c'est le « plus » que lui confère la manipulation par la science occidentale. Quelle prétention ! Depuis son avènement sur la planète, la vie s'est développée en des millions d'espèces différentes. Shiva est de ces

« LA BIODIVERSITÉ DÉPEND DU DROIT DES COMMUNAUTÉS LOCALES DE JOUIR DES FRUITS DE LEURS EFFORTS. »



PHOTO GUNTHER GAMPER POUR RECTO VERSO

penseurs affirmant qu'il s'agit là de la preuve irréfutable de la créativité inhérente à la vie. Ces penseurs affirment qu'il convient donc de laisser à la vie et aux organismes vivants la plus grande liberté possible, puisque celle-ci a fait ses preuves. ■

Notes

1 SHIVA, Vandana. *Bio piraterie ou le pillage de la nature & connaissance*. Dauphin éditeur, fév. 2002.

2 SHIVA, Vandana. *Water Wars Privatization, Pollution and Profit*. South End Press, 2002.

3 SHIVA, Vandana. *Tomorrow's Biodiversity*. Thames & Hudson, 2001.

4 SHIVA, Vandana. *Monocultures Of The Mind*. Third World Network, 1993.

Autres livres de Vandana Shiva en français :

■ *Ethique et agro-industrie — main basse sur la vie*. L'Harmattan, coll. Femmes et changements, 1996, 128 pp.

■ *Ecoféminisme*. L'Harmattan, coll. Femmes et changements, 1999, 368 pp.

■ SHIVA, Vandana et al. *Diversité biologique en peril : la nature sous licence ou le processus d'un pillage*. PubliCetim, 144 pages, 1994.

Le site Internet de Vandana Shiva (anglais) :

■ www.vshiva.net/

À lire également :

■ BERTHELOT, Jacques. *L'agriculture, talon d'Achille de la mondialisation*. L'Harmattan, 2001.

Ses combats actuels : de l'eau potable et des services de santé pour tous. Sa stratégie : faire échec au libre-échange. Son terrain de lutte : le monde entier.

PAR ANDRÉ SELEANU

MAUDE BARLOW | EAU

LA VRAIE VIOLENCE

Maude Barlow, présidente du Conseil des Canadiens, est une figure centrale, au plan mondial, dans les mobilisations de la société civile contre la mondialisation financière. Ses luttes actuelles portent sur des sujets urgents : la défense du système d'assurance-maladie face aux incursions des intérêts privés au Canada; la sauvegarde des réserves d'eau potable comme bien public au niveau planétaire, mais aussi dans le contexte canadien.

Maude Barlow a été conseillère du gouvernement Trudeau sur les questions liées au statut de la femme, au début des années 1980. Conférencière recherchée, activiste, auteure de onze ouvrages sur les dégradations environnementales et sociales récentes sur la planète, Maude Barlow jouit d'une grande réputation internationale. Parfois, on l'appelle la « Ralph Nader » canadienne (M. Nader est cet avocat à l'origine

du mouvement du *consumerism*, dans les années 1960. Il fut candidat à la dernière élection présidentielle des États-Unis).

D'approche facile, Maude Barlow dégage une impression d'optimisme, de concentration et de simplicité. Sa belle voix l'avantage dans des assemblées publiques. Dans les milieux des mouvements sociaux et écologistes, on apprécie la force d'expression de Maude Barlow au même titre qu'un Noam Chomsky, le linguiste et activiste de gauche états-unien, ou qu'un José Bové, le paysan français maître de l'action symbolique et percutante, ou encore Bernard Cassen et Susan George, fondateurs d'ATTAC-France (Association pour la taxation des transactions financières et l'aide aux citoyens). Facilement identifiée dans l'opinion publique au Canada (moins connue au Québec), Maude Barlow laisse son empreinte distinctive sur tout le mouvement critique de la mondialisation.

« La vraie violence est la pénurie d'eau potable pour des milliards d'êtres humains »

En Europe, sa réputation n'est plus à faire. Ainsi, le 11 novembre 2001, à Vienne, dans un communiqué de presse d'ATTAC-Autriche, Maude Barlow était une des rares personnalités citées pour leur prise de position raisonnées après les attaques sur New York et Washington : « La lutte des gouvernements occidentaux contre la terreur est en même temps une lutte contre les opposants au libre-échange mondial », expliquait Maude Barlow pour éclairer la nature des enjeux du temps.

Sur l'échiquier international, l'activiste canadienne est présente dans les combats clés, aux endroits clés, figure emblématique des grandes luttes de la société civile. En 1998, à Paris, sa réputation connut une

croissance vertigineuse : elle a rempli un rôle crucial dans les manœuvres, somme toute byzantines, utilisant massivement l'Internet, pour mettre en échec l'AMI (l'Accord multilatéral sur les investissements). En novembre 1999, à Seattle, Maude Barlow coopérait de nouveau à la déroute d'un projet d'accord international de libre-échange piloté par l'Organisation internationale du commerce (OMC).

Au Sommet de Québec, en avril 2001, Maude Barlow affrontait des rafales de gaz lacrymogènes lancées par la Gendarmerie royale et la Sûreté du Québec. Devant le « mur de la honte », érigé pour isoler les chefs d'État des Amériques et leurs conciliabules secrets, Maude Barlow manifestait aux côtés des jeunes et des téméraires. Elle trouvait le temps d'écrire d'amples communiqués de presse. Maude Barlow rendait ses conclusions, ses analyses publiques, au risque de froisser certaines sensibilités. Elle affirmait que la véritable violence est la pénurie d'eau potable pour des milliards d'êtres humains.

Cette situation empire de jour en jour, pour devenir catastrophique possiblement vers 2025. L'accès à une eau potable de qualité est un droit de l'Homme, affirme Maude Barlow, non un privilège commercial. Il y a infiniment moins de violence dans l'acte

de quelques manifestants jetant à terre « le mur maudit », disait-elle, que dans la carence d'eau potable. Sa position hardie la démarquait du communiqué du Sommet des peuples (lu par Françoise David, de la Fédération des femmes du Québec) dénonçant la violence de certains manifestants qui avaient abattu des tronçons du mur. La « violence » contre un mur est nettement moins chargée de malignité que la violence mondiale institutionnelle qui prive les hommes, les femmes et les enfants d'eau potable.

« La loi des pêcheries, seule protection de l'eau »

« L'eau potable et les soins médicaux sont deux domaines affectés par la rapacité du secteur privé, ces domaines sont menacés par la marchandisation », remarquait Maude Barlow, dans une récente entrevue avec *Recto Verso*. « Il y a peu de lois qui protègent l'eau au Canada. En fait, la *Loi sur les pêcheries* est la seule loi qui, à sa manière, protège l'eau », re-

21 avril 2001, Québec – Maude Barlow et José Bové, au Sommet des peuples, sont pressés de questions après un discours dévastateur.

levait-elle sarcastiquement. « Il nous manque des normes nationales d'eau potable. Les tests de qualité de l'eau sont dans un piteux état. Un autre Walkerton (ville d'Ontario où dix-sept personnes sont mortes et des milliers sont tombées malades à cause de bactéries coliformes) reste toujours possible. »

Maude Barlow sonne l'alarme sur le détournement surréaliste, ou « virtuel », pourrait-on dire, d'organismes internationaux en faveur d'intérêts privés. « Le Forum mondial de l'eau essaie de détourner le débat mondial en faveur de la privatisation des sources d'eau potable », accuse l'activiste ontarienne. Cet organisme, qui se réunira au Japon en mars 2003 – Maude Barlow y sera présente –, a été investi par des compagnies transnationales, telles que *Suez Lyonnaise des eaux* et *Vivendi*, basées en France, qui possèdent à travers le monde des sources et des installations d'eau potable.

« Utilisant l'argument de la rareté de l'eau, ces sociétés manipulent l'argumentaire du Forum (pour favoriser) l'ouverture des marchés mondiaux au commerce de l'eau », explique Barlow. « Ces sociétés sont appuyées à cent pour cent par le gouvernement français ». En effet, la présence bruyante du gouvernement (socialiste) fran-

çais à Porto Alegre, au Forum social mondial, en janvier 2002, lui paraît marquée par l'hypocrisie. « Ils voient qu'il y a beaucoup de choses qui se passent à Porto Alegre. Les Français veulent être là. Mais ils croient en fait dans la privatisation. Les activistes environ-

nementaux français devraient dénoncer ce que leur propre gouvernement fait ».

Maude Barlow dénonce la Communauté européenne, et particulièrement la France, pour avoir introduit en sous-main, dans le récent protocole de libre-échange de Doha (Qatar) de l'OMC, l'article 31 *iii*, passé totalement inaperçu dans les mass médias, qui exige « la réduction ou l'élimination des tarifs et d'autres mesures discriminatoires sur les biens et les services environnementaux ». « Ceci a pour résultat », dit-elle, « d'ouvrir ▶

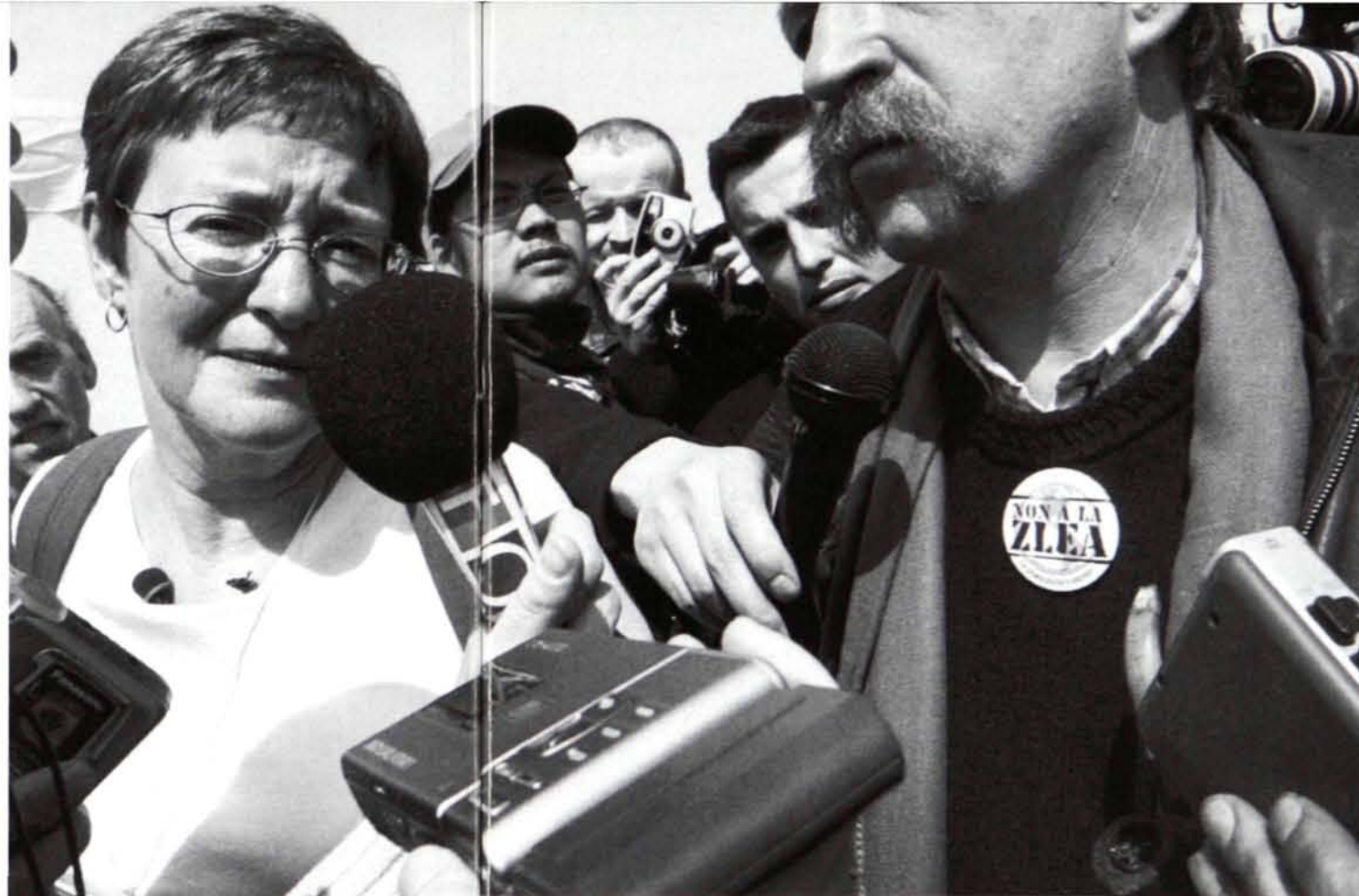


PHOTO BENOÎT AQUIN POUR RECTO VERSO

un marché mondial de l'eau aux corporations.» Elle écrivait récemment: «La Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) font la promotion agressive de la privatisation de l'eau dans les pays en voie de développement, ouvrant ainsi la porte à des profits immenses pour les sociétés transnationales.»

Elle n'est guère plus charitable envers le gouvernement canadien, quand elle évalue le sens de ses actions depuis le début des années 1990. Dans une brochure récente sur la privatisation des soins médicaux au Canada, *Le profit n'est pas le remède*, Maude Barlow lui adresse ce reproche: «Le gouvernement canadien est actuellement leader dans la promotion des valeurs néo-libérales du consensus de Washington! C'est important de ne pas voir le Canada comme victime des accords de libre-échange. Notre gouvernement avait l'habitude d'aller à l'étranger avec des listes de prisonniers politiques qu'on voulait faire libérer. Maintenant, nous partons en délégation avec des listes de corporations qui cherchent des contrats à l'étranger.»

« Avec le Québec, nous travaillons en coalition sans nous imposer »

Maude Barlow préside le Conseil des Canadiens, qui réunit environ 100 000 membres. Son siège social est à Ottawa. Cette organisation défend les intérêts de la société civile et se finance exclusivement de contributions volontaires (il refuse tout subside public).

«Le Conseil est très proche des groupes communautaires et des syndicats. Il ramasse d'une certaine manière toute la gauche canadienne», explique André Bouthillier, ancien président de *Eau Secours!*. Le Conseil des Canadiens collabore avec des groupes québécois, mais n'empiète pas

sur leur terrain. «Mon objectif est d'abord de faire progresser des dossiers», expose Maude Barlow. «Nous travaillons avec *Eau Secours!* sur le sujet de l'eau, avec *Alternatives* en collaborant, par exemple, dans l'organisation du Sommet de Québec, avec *SalAMI*», continue la présidente.

Selon André Bouthillier, «Mme Barlow est respectée dans les organisations québécoises. *Eau Secours!* n'est pas membre du Conseil des Canadiens, aux décisions duquel il ne veut pas être lié. Mais, pour ne pas rester isolés, nous travaillons conjointement avec le Conseil des Canadiens. Cette réalité ne crée pas de problème philosophique à gauche». M. Bouthillier dit admirer la crédibilité de Maude Barlow à la fois dans le monde universitaire, chez les environnementalistes et dans les syndicats.

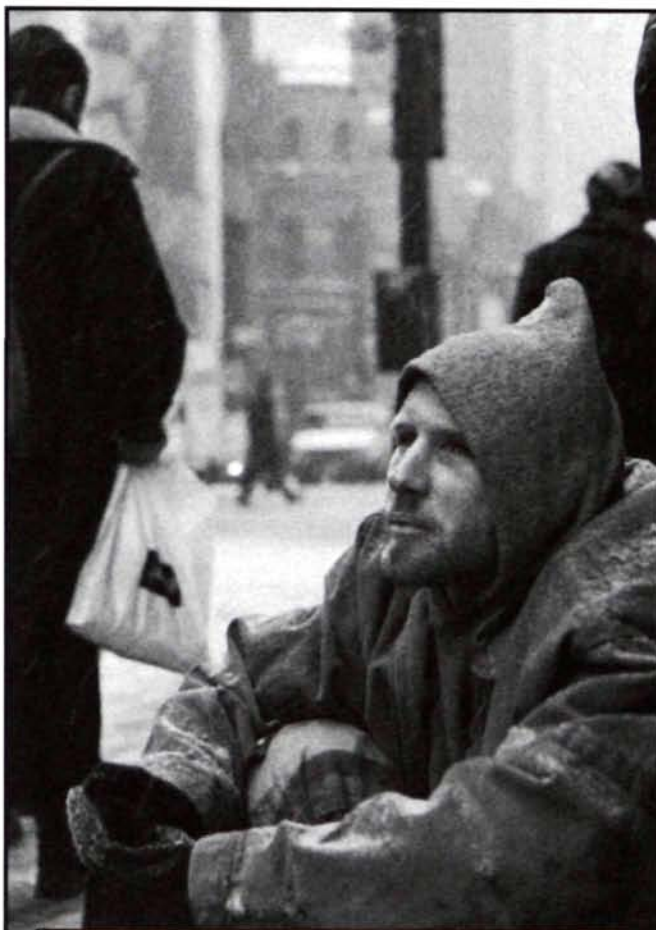
L'un des derniers ouvrages de Maude Barlow, *Blue Gold* (Or bleu, www.ifg.org), dénonce, appuyée sur de nombreuses données, la transformation de l'eau potable en marchandise dans le monde. «Seulement 5% de la population mondiale s'alimentent actuellement en eau des corporations privées. Celle-ci voient par conséquent dans l'eau un potentiel de profits sans limites». Pour enrayer ce phénomène, Maude Barlow lutte avec force et foi. □

Notes

1 Le «consensus de Washington», adopté en 1989, appliqué et surveillé par le FMI et la Banque mondiale, prônait de sabrer les dépenses gouvernementales en éducation, en santé et dans les infrastructures; de retirer les subventions à l'industrie et aux agriculteurs; de privatiser toutes les entreprises publiques; de supprimer les barrières tarifaires; de laisser flotter les monnaies nationales sur les marchés des changes monétaires, le tout malgré des conséquences souvent catastrophiques pour les populations. Le mouvement anti-mondialisation combat avec acharnement les mesures préconisées par le consensus de Washington.

Sur Internet

■ www.canadians.org



IL EST TEMPS DE PARLER DE DIVIDENDES SOCIAUX.

PARLER DE PAUVRETÉ, D'EXCLUSION, DE MEILLEURE REDISTRIBUTION DES RICHESSES, C'EST PAS MAL MOINS À LA MODE QUE DE PARLER DE GLOBALISATION ET DE DIVIDENDES AUX ACTIONNAIRES. POURTANT, NOUS LE DEVONS AUX PLUS DÉMUNIS PARCE QUE, COMME TOUT LE MONDE, ILS ONT DROIT À UNE VIE MEILLEURE. LES MEMBRES DE LA CSQ SE SONT TOUJOURS BATTUS POUR FAVORISER LA JUSTICE SOCIALE ET CONTRER LA MARGINALISATION DES PLUS PAUVRES PARCE QU'ILS ONT TOUJOURS CRU QU'IL EN ALLAIT DE L'INTÉRÊT DE TOUTE LA SOCIÉTÉ.

Centrale des syndicats du Québec





PHOTO MARINA CAVAZZA AFP

Devant le Colisée de Rome, le 23 mars, trois millions d'Italiens manifestent contre le gouvernement Berlusconi. Le 16 avril, 13 millions ont fait la grève.

cessé de s'entre-déchirer: Serge Eyrolles, le président du Syndicat national des éditeurs, s'était déclaré prêt à recevoir les hautes autorités italiennes, et notamment Berlusconi, ce qui avait fait voir rouge à plusieurs de ses membres. Se repentant, il avait alors reporté son «amitié» sur ses confrères italiens et leurs auteurs.

Mais, craignant un accueil parisien en fanfare (nonobstant la raison officielle d'un autre engagement), Berlusconi s'est fait remplacer par son sous-secrétaire d'État aux biens culturels, Vittorio Sgarbi. Cela n'a pas empêché des dizaines de jeunes manifestants, aux cris de «Vergogna», «Libérez l'Italie», «E pericoloso Berlusconi», de conspuer la délégation italienne, l'empêchant d'inaugurer son pavillon.

Le tract distribué au lendemain de cet événement qualifie Sgarbi de «violent et arrogant chien de garde du berlusconisme», de «pur produit de la télé-poubelle» (Berlusconi est propriétaire de trois chaînes de télévision italiennes). Le sous-secrétaire d'État aux biens culturels Sgarbi injurie en ondes les adversaires de son patron, règle ses comptes avec ▶

22^e Salon du livre de Paris **BERLUSCONI ACCABLÉ**

À la sortie du métro parisien, Porte de Versailles, une jeune Italienne me tend un tract. Elle est membre de l'*Associazione France-Italie démocratie*, groupe de pression associé au comité *Resistenza*, expulsé la veille du Salon du livre de Paris.

L'Italie y est l'hôte d'honneur, en 2002, dans un stand de 1,5 million d'euros (près de 2 M SCAN), remarquable par son architecture évoquant la

salle de la bibliothèque palatine de Parme, érigée dans le style du XVIII^e siècle par l'architecte français Petitot.

Le catalogue officiel promet un voyage plein de couleurs et d'émotions, mais ce qui retiendra l'attention tout au long de la semaine sera la sortie de Catherine Tasca, la ministre de la Culture et de la Communication de France, se scandalisant, en janvier dernier, à l'idée de se

retrouver au côté du président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, lors de la cérémonie d'inauguration du Salon, le 21 mars. (Notons, pour la petite Histoire, que le père de la ministre, Angelo Tasca, fut un membre fondateur du Parti communiste italien et l'auteur d'un essai intitulé *Naissance et avènement du fascisme*.)

Depuis, la presse française et les milieux littéraires n'avaient

LANCTÔT
ÉDITEUR

Conseil des Arts
du Canada

SODEC
Québec 22

ISBN 2-921956-14-4

HUIS CLOS

« FRANÇOIS DALLAIRE »

La saga de l'amiante

OU COMMENT LE BON GÉNIE D'HIER
EST DEVENU LE DÉMON D'AUJOURD'HUI »

d'anciens collègues universitaires, qualifié d'« assassins » les juges anti-Mafia, de « pédé » le doyen respecté du journalisme italien et de « communistes » les magistrats chargés de faire respecter les lois fiscales.

hommes à sa botte à la tête de la Biennale de Venise, de l'École de cinéma de Rome et de la télévision d'État. L'indépendance de la presse s'en trouve grandement compromise et de plus en plus d'écrivains et de journa-

La Culture est l'ennemie de tous les systèmes totalitaires.

Il trouve que le XX^e siècle est la « période la plus excrémentielle de l'art ».

De son côté, Berlusconi – l'homme le plus riche d'Italie (14^e au monde), un important patron de presse qui contrôle une bonne partie de la presse et la moitié du marché national du livre – n'a pas hésité à mettre ses entreprises au service de ses intérêts politiques et placer des

listes de gauche ont du mal à se faire publier, surtout s'il s'agit de textes contestant le régime.

Cette prise de contrôle systématique des milieux culturels italiens est fortement dénoncée par l'intellectuel Antonio Tabucchi: « La Culture, explique-t-il, est génétiquement l'ennemie de tous les systèmes totalitaires, de près ou de loin. » Le nouveau régime italien ne se

qualifie pas lui-même de fasciste, mais l'actuel gouvernement « foule aux pieds les principes démocratiques que sont l'indépendance de la justice, l'intégrité des personnes et les droits parlementaires ».

Le tract de l'*Association France-Italie démocratie* décrit le gouvernement comme un clan corrompu qui s'est conféré une immunité judiciaire et a accaparé les marchés publics. L'État, peut-on lire, est géré comme une entreprise et les débats politiques, considérés inutiles. Berlusconi va jusqu'à affirmer que « le Parlement est une entrave, parce qu'il fait perdre du temps ». Le style n'est clairement pas celui du *Duce* (Benito Mussolini, dictateur d'Italie, 1922-1943), et les arguments d'un ordre bien différent, la conclusion est au fond assez proche, fait remarquer le groupe de pression.

Le 23 mars, alors que le Salon du livre de Paris battait son plein, entre un et trois millions d'Italiens ont envahi les rues de Rome à l'appel des trois grandes centrales syndicales, dans ce qui fut sans conteste la plus grande manifestation politique depuis la seconde guerre mondiale. Ils exprimaient leur dégoût à la fois de l'agiotage du « président-entrepreneur » et de la résurgence du terrorisme des Brigades Rouges (qui avaient assassiné le professeur Marco Biagi, conseiller du gouvernement en matière de relations de travail, le 19 mars).

Pendant que l'ONU et l'Union européenne expriment leurs inquiétudes au sujet de la démocratie en Italie, on se demande combien de temps encore le bouillant Sgarbi pourra continuer à clamer que « le pouvoir est légitimé par les critiques ».

— D. S.

les Steven Gorelick

gros

raflent la mise

À qui profitent les fonds publics à l'heure de la mondialisation

La phénoménale croissance des entreprises transnationales est généreusement financée par l'État. Sans une kyrielle de subventions directes et indirectes dans les domaines de l'énergie, des transports, des communications et de l'éducation, les transnationales ne seraient pas devenues ce qu'elles sont. Les élites sont convaincues que tout ce qui est gros et grand s'avère bon marché, efficace, meilleur et profitable pour tous. Et si ce n'était pas le cas?



213 pages • 18,00\$
ISBN 2-921561-64-6
DIFFUSION: DIMEDIA

LES ÉDITIONS *écosociété*
www.ecosociete.org

C.P. 32052, comptoir Saint-André, Montréal (Québec) H2L 4Y5
Téléphone: (514) 521-0913; télécopieur: (514) 521-1283
Courriel: ecosoc@cam.org; toile: www.ecosociete.org

Odile Sévigny, Francine Saillant, Sylvie Khandjian

Fenêtres ouvertes

Dire et partager l'aide et les soins

À la fois guide pratique, recherche et réflexion, ce livre se penche sur l'expérience de celles et ceux qui aident un proche malade ou en perte d'autonomie, que certains qualifient d'aidants « naturels ». L'État se tourne de plus en plus vers les familles et les communautés pour qu'elles prennent soin de leurs proches: une réalité à laquelle seront confrontés la plupart d'entre nous dans les années à venir. Ponctué de témoignages, ce livre montre une réalité complexe. Ce sujet devrait être au cœur des débats sociaux actuels. Afin que l'on puisse faire le choix d'aider... sans y laisser trop de plumes!



199 pages • 17,00\$
ISBN 2-921561-65-4
DIFFUSION: DIMEDIA

LES ÉDITIONS *écosociété*
www.ecosociete.org

C.P. 32052, comptoir Saint-André, Montréal (Québec) H2L 4Y5
Téléphone: (514) 521-0913; télécopieur: (514) 521-1283
Courriel: ecosoc@cam.org; toile: www.ecosociete.org

DUBOIS ET DESJARDINS LES INTERPRÈTES DE LA FORÊT



PHOTO: ACPAV / ONF

Les vrais maîtres de la forêt québécoise explique ce que L'erreur boréale avait montré aux Québécois.

L'erreur boréale, le film du poète Richard Desjardins et du documentariste Robert Mondrie, a dévoilé les rapports scandaleux du gouvernement québécois avec les compagnies forestières. Dans la foulée, Écosociété réédite l'essai de l'ingénieur forestier Pierre Dubois: *Les vrais maîtres de la forêt québécoise*, avec une nouvelle préface, signée par Desjardins.

Celui-ci raconte que, dans les jours qui ont suivi la diffusion

du film, il a appris qu'une quarantaine de «consultants professionnels» avaient été rassemblés à la hâte autour du ministre responsable des forêts pour accoucher, quarante jours plus tard, d'une simple lettre ouverte aux réalisateurs, signée de la main ministérielle. Non seulement, explique le préfacier, elle ne répondait à aucune des interrogations majeures soulevées dans le documentaire, mais elle se bornait à une série d'attaques

personnelles. «C'est là, conclut Desjardins, que j'ai compris que nous avons eu raison.»

Il y a eu plus inquiétant: à l'été 2000, un représentant de la Délégation générale du Québec à Paris a téléphoné (un peu gêné tout de même) au programmeur français d'un festival auquel participait Richard Desjardins, le menaçant de retirer sa subvention s'il persistait à vouloir mettre *L'erreur boréale* à l'affiche.

Aujourd'hui, quatre Québécois sur cinq se disent convaincus que leur forêt est mal gérée. Les abatteuses continuent à faire leurs ravages dans les réserves fauniques, les Zec, les territoires de trappe autochtones, les cimetières amérindiens, derrière les chalets et jusque dans «ces territoires nordiques où un arbre prend une éternité à devenir petit».

Dans dix ans, on sera venu à bout de la forêt de l'Abitibi et les plantations que nos taxes auront payées aux compagnies «ne pourront produire encore que des cure-dents embouffetés», déplore Desjardins dans sa langue imagée. D'ici là, on continuera à sous-estimer l'âge des arbres et à produire des in-

ventaires favorables à l'industrie. On persistera à négliger l'impact de la machinerie lourde sur le sol forestier.

Aura-t-on réussi à neutraliser les pourvoyeurs, les trappeurs, les chasseurs, les métayers vivant modestement du capital forestier et considérés «comme des entraves, des nuisances, des merdes»? Combien de cadres forestiers du gouvernement auront réalisé leur rêve: «sauter la clôture pour rejoindre les compagnies» et gagner le double pour le même boulot? Pourra-t-on cacher à quel point le diamètre moyen des arbres arrivant au moulin aura diminué? À quel point les pluies acides auront réussi à neutraliser le calcium dans le sol? Combien de Cris et d'animaux sauvages auront été empoisonnés par le lessivage des métaux lourds dans les cours d'eau, conséquence des coupes à blanc?

Les défenseurs de la trempe de Desjardins ne retourneront à leur guitare que lorsqu'ils n'auront plus à s'inquiéter «de ces misérables voleurs de bois d'enfant». Ces combattants réclament une enquête publique avant que la forêt québécoise ne soit plus «qu'une légende».

— D. S.

Pierre DUBOIS,
Les vrais maîtres de la forêt québécoise, Écosociété.

POUR UNE MONDIALISATION PLUS HUMAINE

La dignité fondamentale de la personne, la liberté, la justice, la solidarité, le respect de l'identité et des langues, doivent être aussi «mondialisés».

Relations internationales
Québec
ON PRÉPARE L'AVENIR

>> Troisième d'une série de quatre en vue du Sommet de la Terre, à Johannesburg (Afrique du Sud), en août 2002.

GASPILLAGE ET PÉNURIE

Les experts prétendent — ou avertissent — qu'il n'y aura pas de privatisation de l'eau à Montréal et au Québec. Mais, des États pauvres et l'ONU pensent que seules les multinationales peuvent abreuver le cinquième de la population mondiale qui n'a pas accès à de l'eau potable.

PAR DENISE PROULX

Chaque montréalais consomme 256 litres d'eau par jour. Sans compter la piscine dans sa cour, le jardin à entretenir, l'auto à laver. Le volume de production d'eau par habitant sur l'île est l'un des plus élevés au monde, deux fois plus qu'à Toronto, trois fois plus qu'à Paris. En 1996, la production d'eau potable coûtait 118 M\$ aux contribuables. «C'est normal. Montréal est une île entourée d'un fleuve. Personne n'a à se priver», justifie Robert Perreault, directeur du Conseil régional de l'environnement de Montréal.

Avec le nouveau territoire de Montréal (une île, une ville, mais 27 arrondissements), la gestion de l'eau prend l'allure d'un casse-tête pour adultes seulement, morcelé en services de production d'eau potable, de distribution et d'épuration supervisés par de multiples entités locales ou communautaires, sept usines, et autant

d'unités d'entretien du réseau souterrain qu'il y a d'arrondissements.

Montréal a besoin de nouveaux bassins de décantation et d'une gestion intégrée de l'ensemble des bassins existants¹. Par endroit, le débordement des intercepteurs d'eau usée gêne ou empêche les activités récréatives aquatiques 3,5 jours par semaine, à cause du taux élevé de coliformes, entre le 1^{er} mai et le 30 octobre.

«Avant de s'engager dans la résolution des problèmes en pointant les citoyens du doigt, il faudrait avoir une idée juste des véritables consommateurs d'eau à Montréal. Les données actuelles sont fragmentaires et peu fiables», rappelle cependant Robert Perreault.

André Bouthillier, cofondateur d'*Eau-Secours!*, dénonce les délais dans le financement des travaux et l'indifférence des élus aux appels des fonctionnaires à colmater les fuites dans le réseau: «Avant d'écœurer le

locataire, allez donc voir les institutions, les industries, les commerces. Paient-ils vraiment pour la quantité d'eau qu'ils utilisent? Quand la Ville arrêtera d'arroser ses fleurs et d'éteindre les feux avec de l'eau potable, on reparlera de la responsabilité individuelle des citoyens».

Chantier municipal

L'équipe du maire Gérald Tremblay semble décidée à prendre le taureau par les cornes. Le 29 mars, Alan De Sousa, responsable du développement durable, a annoncé un chantier de 1,6 milliard de dollars sur 20 ans pour unifier et restaurer le réseau. La Ville fera appel à des consultants externes, mais M. De Sousa s'est engagé à ce que la propriété et la gestion de l'eau et des infrastructures demeurent publiques. Cependant, a-t-il nuancé, «il est important de trouver un mécanisme pour bien gérer le système». Les sceptiques expriment leurs doutes, *Eau-Secours!* en tête.



«On nous prend pour des cons» (sic), commente André Bouthillier. «C'est l'introduction graduelle du privé dans le rôle de l'État. Ces gens manient la langue de bois avec habileté. Ce ne sont pas les experts, mais les fabricants [et les inventeurs] qui peuvent offrir les meilleurs outils pour régler les problèmes. Les fonctionnaires sont aussi capables que les consultants privés de les trouver», analyse-t-il.

«Pas de panique! Il n'y aura pas de privatisation de l'eau, ni à Montréal ni ailleurs au pays. Si la privatisation de l'eau bloque au Canada anglais, à Toronto, Calgary, Edmonton, Moncton, où les gens sont moins braqués qu'au Québec, ça ne se fera pas ici», croit pour sa part Pierre Hamel, professeur-chercheur à l'INRS urbanisation. Le professeur Hamel reconnaît toutefois qu'il se trouvera toujours des élus prêts à baisser les bras au profit de l'entreprise privée, à amplifier une catastrophe pour dramatiser les enjeux. Saine paranoïa?

Le coût de la privatisation

La crainte des Québécois que le privé s'approprie les ressources en eau, souterraines ou de surface, ou des réseaux urbains d'approvisionnement ne se tarit pas. Le congrès de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), en novembre 2001, a engagé la centrale à «développer une position complète pouvant aller jusqu'à la nationalisation de l'eau».

Objectif: stopper l'invasion du Québec par les multinationales de l'eau, Danone, (propriétaire au Québec des marques Naya, Labrador, Crystal Springs), Vivendi Environnement, Suez-Lyonnaise des eaux, Bouygues Le Saur, E. ON, RWE, Thames Water. Sans oublier la québécoise SNC-Lavalin, qui se taille une réputation internationale et dont le mandat pour la fourniture d'eau en Libye (450 M\$CAN) soutiendra la stratégie de croissance dans ce domaine.

Ces multinationales détiennent des con-

En Haïti, dans les Gonaïves. 1,1 milliard d'habitants sur Terre n'ont pas accès à de l'eau potable.

PHOTO BENOÎT AQUIN

trats dans toute la chaîne de production et d'épuration de l'eau potable, sur tous les continents. Les mégapoles de Paris, Los Angeles et Mexico sont leurs clientes.

Mais les gouvernements nationaux ou locaux commencent à déchanter. En France, en mai 2001, une étude de l'Institut français de l'environnement a démontré qu'il en coûtait 27% de plus pour la distribution de l'eau et 20% de plus pour l'assainissement des eaux usées par l'entreprise privée, par rapport à une Régie municipale. Une autre étude de la Cour des comptes française (équivalent de notre Vérificateur général), en 1997, montrait que le prix de l'eau au robinet avait augmenté de 60% en sept ans de gestion par le privé. ▶

L'embauche de l'ex-maire Jean Doré (passé à SNC-Lavalin après sa défaite de 1994) comme consultant par le parti au pouvoir à Montréal, l'Union des citoyens, ravive les craintes des opposants à la privatisation. La généralisation des compteurs d'eau dans les foyers pourrait ouvrir la porte à la privatisation de l'eau municipale. «Oui, ce sera un service public, mais qui en aura la responsabilité?», demande André Bouthillier. «Qui s'occupera de la planification? Avec le problème d'harmonisation de la taxe avec le coût réel d'utilisation de l'eau et le lobbying constant des firmes-conseils auprès des élus, les risques d'une privatisation en catimini sont bien réels», soutient-il.

Eau-Secours! croit que la meilleure garantie réside dans la création d'une *société d'économie mixte* qui devrait obtenir la permission du ministre de l'Environnement pour confier des services au secteur privé. Le gouvernement du Québec saurait-il mieux que les municipalités résister aux pressions des multinationales de l'eau?

Johannesburg

La question de l'eau sera au cœur des débats au Sommet mondial sur le développement durable, à Johannesburg, en août 2002. Des ministres de l'Environnement, dont Juergen Trittin, d'Allemagne, ont mis les États en garde, lors du Sommet mondial de l'eau, en décembre 2001, contre le lobbying des multinationales pendant les conférences préparatoires du Sommet. Des pays disent par contre ne pouvoir se passer de leur expertise et de leurs compétences techniques.

Les Nations Unies estiment à 1,1 milliard (18% de la population mondiale) le nombre d'individus n'ayant pas accès à de l'eau potable. Un autre 2,5 milliards vit sans services d'égout. Cinq millions de per-

sonnes meurent chaque année de maladies causées par une eau polluée, dont deux millions de diarrhées, principalement des enfants de moins de 15 ans. Et les gens d'affaires rappellent que la planète accueillera deux nouveaux milliards d'habitants d'ici 25 ans.

Pour entrer dans le giron de l'économie mondiale, les pays en développement auront aussi besoin d'irrigation agricole, laquelle accapare 90% de la consommation d'eau sur Terre. Au Sommet du Millénaire, en septembre 2000, les chefs d'État ont reconnu qu'il fallait investir 20 milliards de dollars annuellement (le double d'aujourd'hui) pour régler ces problèmes d'approvisionnement en eau potable.

Plusieurs États sont incapables de tels investissements. Le secteur privé, oui. Vivendi Environnement fait valoir auprès des Nations Unies qu'elle peut agir là où les gouvernements n'en ont pas les moyens. Elle a l'appui d'organisations non-gouvernementales de pays pauvres. Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies, n'est pas sourd à cette offre et il fait référence régulièrement au partenariat avec le privé dans ses appels pour un monde juste et équitable.

«Au Québec, on a les moyens de régler les problèmes. Ça prendrait 10 milliards \$ sur 15 ans», calcule Pierre Hamel. «Ce n'est pas en demandant aux citoyens d'économiser l'eau que ça va en donner plus au Sahel. Ce n'est pas là qu'il faut faire des pressions. Mais, observe Pierre Hamel, investir dans l'eau, ce n'est jamais *glamour*. Ça n'est pas visible, politiquement.» □

¹ Pour une gestion montréalaise de l'eau intégrée et autonome, 2^e rapport d'étape au Comité de transition de la nouvelle ville de Montréal, par le Groupe de travail sur les infrastructures urbaines, 9 juillet 2001.

Faculté de l'éducation permanente
La faculté d'évoluer



Développez vos compétences.

Inscrivez-vous au Certificat d'intervention auprès des jeunes.

Un programme de formation interdisciplinaire unique au Québec.

- Pour mieux comprendre la condition des jeunes et leurs situations de vie.
- Pour se familiariser avec différents outils de prévention et d'intervention.
- Pour améliorer les actions professionnelles auprès des jeunes.

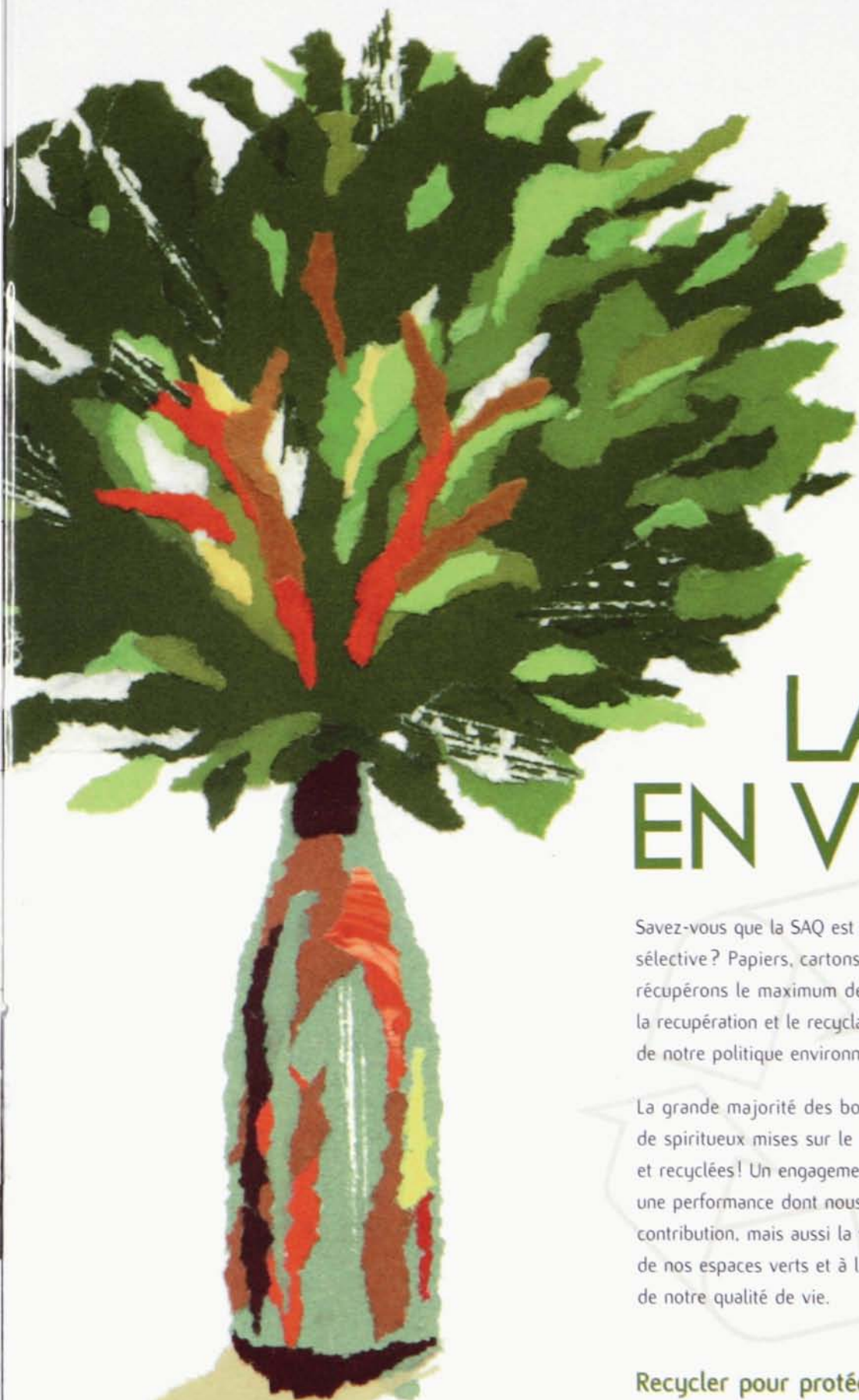
Date limite d'admission

1^{er} juin

Renseignements

514 343-6090 ou 1 800 363-8876
www.fep.umontreal.ca

Université 
de Montréal



LA VIE EN VERRE

Savez-vous que la SAQ est à l'origine de la collecte sélective? Papiers, cartons, plastiques... nous récupérons le maximum de matières. Évidemment, la récupération et le recyclage du verre sont au cœur de notre politique environnementale.

La grande majorité des bouteilles de vin et de spiritueux mises sur le marché sont récupérées et recyclées! Un engagement d'entreprise et une performance dont nous sommes fiers. Notre contribution, mais aussi la vôtre, à la sauvegarde de nos espaces verts et à l'amélioration de notre qualité de vie.

Recycler pour protéger
notre environnement.





LES PROJETS À TOUT CASSER NOUS EMBALLENT

Brasser, stimuler, faire craquer de nouveaux marchés. En investissant dans les entreprises qui ont de la croissance dans les idées, nous engageons des capitaux pour les aider à percer et à prendre leur envol. Ensemble, nous créons de nouvelles richesses. Et l'idée nous emballe.

1 800 361-5017 www.fondsftq.com

 **FONDS**
de solidarité FTQ

La force du travail